

Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)

Supplément au bulletin Au CLAIR de la lutte n°12, mai-juin 2012 — 1 € (soutien : 1,5 €)

LA LUTTE POUR UN NPA RÉVOLUTIONNAIRE

Volume II (septembre 2011 – juillet 2012)

- Bilan du CPN des 24-25 septembre 2011 (p. 2)
- Bilan du CPN des 19-20 novembre 2011 (p. 3)
- Congrès de la fédération de Paris du 27 novembre 2011 (p. 4)
- Secrétariat National Jeunes (SNJ) des 21-22 janvier 2012 (p. 5)
- Bilan du CPN des 28-29 janvier 2012 (p. 7)
- Bilan du CPN des 24-25 mars 2012 (p. 8)
- Bilan du SNJ d'avril 2012 (p. 11)
- Bilan critique de la campagne Poutou (p. 12)
- Bilan du CPN des 12-13 mai 2012 (p. 16)
- Bilan du SNJ des 16-17 juin 2012 (p. 18)
- Conférence Nationale des 7-8 juillet 2012 (p. 19)
 - tribunes dans TEAN
 - plateforme E
 - bilan de la Conférence par nos délégués

Bilan du CPN des 24-25 septembre 2011 : pas de clarification politique et manœuvres d'appareil

La Conférence nationale de juin (CN) avait décidé la candidature Poutou, mettant fin aux vaines discussions avec le Front de Gauche. Mais la nouvelle majorité (position A) avait refusé toute discussion programmatique, préférant entretenir le flou quant aux bases mêmes de la campagne. Le Conseil Politique National (CPN) des 24-25 septembre était donc l'occasion de définir enfin les orientations du parti en cette rentrée marquée par l'aggravation de la crise capitaliste et de nous mettre en ordre de bataille pour trouver les 500 signatures et lancer la campagne.

En fait, on a un peu avancé sur le fond, mais surtout constaté l'exacerbation des tensions internes. Le problème de fond est que la nouvelle majorité n'est qu'un accord de direction sans véritable base politique commune. Cela ne peut conduire qu'à la paralysie et aux manœuvres d'appareils, en lieu et place des nécessaires discussions politiques de fond.

Partisans de la campagne et donc d'un dispositif organisationnel immédiat qui la rende possible, nous avons pris nos responsabilités en offrant une porte de sortie au CPN afin que puisse être mise en place une coordination de campagne malgré le refus d'une minorité de la direction que notre position y soit représentée. Nous l'avons fait dans l'intérêt du parti, mais ce mépris de la démocratie est intolérable.

Les résolutions adoptées contiennent des éléments positifs et ont même intégré quelques-uns de nos amendements (pour

un gouvernement des travailleurs, contre la néo-colonisation de la Libye...), mais elles continuent d'entretenir l'ambiguïté sur les questions clés, en ne proposant aucune campagne sur la Libye, en se prononçant pour un audit et un moratoire de la dette (vote majoritaire d'amendements de la droite du parti), en refusant de mettre en avant un véritable programme révolutionnaire, de combattre ouvertement l'orientation réformiste du FdG et la stratégie des directions syndicales, pour l'auto-organisation des travailleurs et la perspective de la grève générale. Cela ne peut qu'empêcher la relance du NPA comme parti de lutte immédiatement utile à notre classe et *a fortiori* sa nécessaire redéfinition comme parti anticapitaliste révolutionnaire. C'est d'autant plus grave que le soulèvement des peuples arabes comme des indignés espagnols et grecs met à l'ordre du jour le combat pour un véritable programme révolutionnaire de transition.

Les décisions prises par ce CPN ne vont donc pas sortir le NPA de sa crise structurelle — alors que des centaines sont encore parties depuis la CN. Au-delà de la nécessaire campagne électorale, il faut mettre fin aux manœuvres d'appareils, mener les discussions politiques de fond et gagner des travailleurs et des jeunes par l'intervention directe, toujours prioritaire, dans la lutte des classes.

Les amendements de la position 4 aux résolutions

Nous avons décidé de nous inscrire dans une démarche construc-

tive afin d'armer au mieux le parti pour l'intervention dans la lutte des classes en cette rentrée comme pour le lancement de la campagne de Philippe Poutou. Nous avons donc élaboré et envoyé des amendements sur les deux projets de résolution initiaux soumis au CPN par le Comité exécutif (CE) : voir le texte intégral de ces amendements sur notre site <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=294>

Cependant, la crise interne du CPN et l'incapacité de la direction à mener correctement les débats ont d'abord réduit les commissions destinées à examiner les amendements à une durée ridicule, ensuite diminué le temps qui devait être consacré à la discussion en séance plénière de la résolution « Profil de campagne », enfin conduit à des conditions inacceptables pour « discuter » et amender la résolution de rentrée sur la situation politique en toute fin de CPN (ce point a commencé au moment où le CPN devait se terminer, alors que beaucoup de camarades étaient déjà partis).

Nous avons donc été obligés de ne retenir en séance plénière qu'une minorité des amendements que nous avons préparés initialement, sélectionnant ceux qui nous semblaient non seulement parmi les plus importants sur le fond, mais aussi susceptibles d'être votés par le CPN, au-delà des désaccords de fond soulevés par certains de nos amendements initiaux.

**Les élu-e-s P4/Tendance
CLAIRE au CPN**

Bilan du CPN des 19-20 novembre 2011 : un CPN pour rien

Les 19 et 20 novembre, s'est tenu le CPN (Conseil Politique National) du NPA. Le contexte appelait une riche discussion et des axes nouveaux pour l'orientation dans la lutte des classes comme pour la campagne. Au début, tout le monde a constaté un tournant international, un saut qualitatif dans la crise en Europe, une situation devenant explosive... Mais aucune conséquence n'en a été tirée ! La résolution politique a certes renoncé à certaines ambiguïtés keynésiennes du projet initial, grâce à nos interventions, et intégré des éléments positifs quoique insuffisants sur les directions syndicales ; mais sur l'orientation et la construction, elle n'ajoute rien au précédent CPN. La résolution de campagne souligne les réels acquis du début de campagne, mais sans bilan de fond de celle-ci ; et presque toutes nos propositions, y compris les plus élémentaires (pour la régularisation des sans-papiers ou les droits des femmes !) ont été rejetées avec comme argument que le « profil » avait été décidé en septembre... Pourquoi alors une nouvelle réunion du CPN ?

Dans un esprit constructif, nous avons de nouveau fait des amendements sur des questions très concrètes que se posent les travailleurs/ses et jeunes attirés par le profil de Philippe :

- à l'heure où des gouvernements d'union nationale s'installent en Europe, pour que l'objectif du gouvernement des travailleurs ne reste pas une formule de résolution, mais soit défendu centralement dans la campagne comme seule façon de ne pas payer la crise, en lien avec les travailleurs de toute l'Europe ;
- pour l'expropriation sans indemnités ni rachat non seulement

des banques, mais aussi des entreprises du CAC 40 qui leur sont liées et s'apprentent à licencier massivement malgré 80 milliards de profits ;

- pour opposer à la politique des directions syndicales, qui refusent toute lutte sérieuse contre l'austérité, l'unité sur les revendications, l'auto-organisation et l'objectif de la grève générale ;

- pour une délimitation claire par rapport aux réformistes du Front de gauche ;

- contre la formulation suggérant qu'on appellerait à voter pour le PS au second tour au motif de chasser Sarkozy : pour que le CPN assume le report de cette discussion qui nous divise et qu'en attendant la campagne soit centrée sur le combat contre la politique d'austérité menée par Sarkozy, mais promise aussi par Hollande.

Or nous nous sommes heurtés au front commun des différentes composantes de la direction (« P1A » et « P2 »), qui ont refusé toute discussion ! Un dirigeant de la droite du parti (« PB », devenue courant Gauche anticapitaliste) avait dit que la composante de gauche de la majorité (« P2 ») était en train de gagner le pouvoir dans le parti... et qu'elle était poussée par la « P4 » (les partisans d'un NPA clairement révolutionnaire) ! Sans doute pour prouver le contraire, les dirigeants « P2 » ont tenu à se faire les porteflingue contre nos amendements, l'un d'eux n'hésitant pas à dire qu'il fallait voter contre... parce qu'il était d'accord, mais que, selon lui, cela visait à « découper le parti » ! Pourtant, sur la résolution de campagne, si la P2 votait avec la P4 au lieu de céder au centre, ces

amendements passeraient (la PB fait NPPV).

Ces gages donnés par la P2 n'ont pas empêché leurs alliés ingrats de la P1A de s'unir à la PB pour voter un texte scandaleux sur la campagne dette, acritique vis-à-vis de l'appel pour un audit citoyen et portant des revendications réformistes très proches du Front de Gauche (« taxation des transactions financières », « arrêt du recours des États aux marchés financiers »...). La P2 a même été battue sur le porte-parolat de campagne : elle demandait l'intégration de l'un de ses dirigeants, avec le soutien de la gauche de la P1A et le nôtre bien sûr, pour des raisons démocratiques élémentaires. Or cela été rejeté par une alliance entre le centre de la P1A et la majorité de la PB, qui a osé voter cela... alors qu'elle n'a pas pris part au débat sur la campagne elle-même ! La même PB/Gauche anticapitaliste poursuit sa politique ouvertement fractionnelle pour une alliance de la gauche de la gauche, y compris aux législatives : la plupart n'ont même pas voté la motion visant à accélérer la recherche des signatures !

La fraction P2, gauche de la majorité, tient à ses militants un discours radical les jours de fête, mais s'érige en fer de lance de la dépolitisation du parti au fur et à mesure qu'elle gagne du poids dans l'appareil. C'est une tout autre voie qu'il faut prendre pour sortir le parti de la crise en allant vers un NPA révolutionnaire, mais aussi pour mobiliser les camarades dans la lutte des classes et pour mener la campagne offensive et enthousiasmante que nous voulons.

**Les élu-e-s P4/Tendance
CLAIRE au CPN**

Congrès de la fédération de Paris du NPA (27 novembre 2011) : un congrès dépolitisé et anti-démocratique

Nous publions ici le bilan des délégué-e-s élu-e-s sur la base de la plateforme alternative au secrétariat fédéral sortant, initiée par la Tendance CLAIRE avec d'autres camarades de la position C.

Le congrès s'est tenu dans un contexte d'accélération de la crise et des attaques du gouvernement et du patronat contre les salariés. Cela a une résonance particulière dans la capitale d'un pays centralisé, gouvernée par l'actuelle « opposition » PS-EELV-PCF-PG-MRC-PRG. C'était l'occasion d'une discussion riche pour fixer des axes politiques clairs et relancer la construction.

Le congrès a certes acté quelques points justes : plus d'interventions vers et sur les lieux de travail, souci de plus centraliser l'activité, transformation du secrétariat en direction politique. Mais, sous prétexte de ne pas refaire les débats de la Conférence nationale, la Position 1A [centre de la majorité du NPA au niveau national] la Position 2 [gauche de la majorité au niveau national] et la Position B [minorité de droite au niveau national] s'étaient mises d'accord pour verrouiller toute discussion politique. Or comment construire sans orientation précise ? Certains répondent que le NPA 75 se fera en marchant. Cette logique adoptée par le congrès fondateur a conduit à la crise du NPA dans un contexte où il devrait avoir le vent en poupe. Pourquoi répéter les erreurs du passé ? La crise nous impose toujours plus de trancher des questions clés. Et le nouveau secrétariat va les trancher de fait, en sortant communiqués, tracts, etc. : c'était à la base de décider les axes. C'est à cela que sert un congrès !

Nos amendements (dont l'ensemble constituait une plateforme) allaient dans ce sens :

1. mettre en avant à partir des revendications immédiates un programme de transition (interdiction des licenciements, annulation de la dette, expropriation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs des banques et des groupes du CAC 40) articulé au gouvernement des travailleurs ;
2. avoir une politique de front unique juste : unité sur les revendications communes et indépendance politique du parti avec liberté de critique, notamment des directions syndicales ;
3. dans la campagne dette, affirmer que toute la dette est illégitime et refuser un audit d'experts, pour que les travailleurs jugent eux-mêmes ;
4. se fixer comme une priorité le soutien, la coordination et l'intervention politique dans les luttes ;
5. dénoncer non seulement la politique du PS à la mairie et au conseil régional, mais aussi le PCF et le PG qui, en votant le budget, l'approuvent ;
6. faire de la construction dans les entreprises une priorité et mieux articuler les comités de quartier, de boîtes et de branches.

Bien que la majorité de ces amendements ait été adoptée par au moins une AG électorale, au congrès, même les camarades P2 ont refusé de les discuter et appelé à les rejeter par principe au nom de l'union sacrée P1A-P2-PB. Pire, inquiets de devoir tenir compte de notre poids politique croissant à Paris, ils se sont permis avec leurs alliés de multiplier les violations de la démocratie. Ils ne nous ont

pas donné les dates des AG électorales pour défendre notre plateforme et n'ont pas soumis celle-ci au vote là où n'avions pas de militants. Au congrès, ils nous ont refusé le 8e délégué auquel nous avions droit, en prétendant que notre plateforme aurait été déposée « hors délai », argument faux, apparu quelques jours avant le congrès, alors que le secrétariat n'en avait rien dit en la publiant. Malgré tout, nous avons eu 7 voix contre 47 pour le texte du secrétariat, soit 13%. Or les dirigeants P2, P1A et PB ont fait voter que notre représentation au secrétariat 75 serait réduite à 1 membre sur 20 (7 P2, 5 P1A, 7PB), là où à la proportionnelle au plus fort reste, nous aurions dû en avoir 3 — et alors que nous n'en réclamions que 2 ! Il y a eu seulement 19 pour, 11 contre, 15 abstentions.

Les dirigeants de la P2, lorsqu'ils étaient dans l'opposition à la direction, avaient mené un combat politique sur le fond (quoique partiel et ambigu) et pour le respect de la démocratie ; désormais dans la direction, ils reprennent la logique du compromis flou et des méthodes bureaucratiques pour l'imposer, afin d'accroître leur poids dans l'appareil. Cela ne peut que prolonger la crise du parti au lieu de la résoudre, dégoûter les militants au lieu de les mobiliser, bref freiner la construction au lieu d'ouvrir une dynamique. Pour donner envie aux travailleurs et jeunes révoltés de militer avec nous, il faut parler du fond, être fidèles à la démocratie et à l'autogestion ouvrière vantée dans nos meetings, définir une orientation révolutionnaire rigoureuse.

**Les délégué-e-s de la
plateforme alternative à celle
du secrétariat sortant**

Secrétariat National Jeunes (SNJ) des 21-22 janvier 2012 : une activité encore trop parasyndicale, mais des avancées programmatiques, qu'il s'agit maintenant de mettre en pratique

Rappel : Le secrétariat national jeune (SNJ) du NPA, élu à la dernière conférence nationale jeune (CNJ) de mai 2011, s'est réuni les 21 et 22 janvier 2012 à Paris. Les trois positions étaient représentées : la plateforme Z (63% du secteur jeune), qui regroupe les jeunes de la position 2 du parti, la plateforme X (35%) plus hétérogène, composée majoritairement de jeunes de la GA, mais aussi de camarades de la position 1 et 2, et la plateforme Y (3%) initiée par les jeunes de la Tendance Claire appartenant à la position 4 du NPA.

Les tensions au sein du NPA n'épargnent pas le secteur jeune

Plusieurs comités étaient absents, certains pour des raisons contingentes et d'autres pour des raisons politiques : C'est le cas du comité jeune de Clermont-Ferrand (PX/GA) qui s'en est expliqué dans une lettre ouverte adressée au Bureau de Secrétariat des jeunes (BSJ). Les camarades de la PX avaient proposé l'ajout à l'ordre du jour d'un point sur la campagne dette, car selon eux, cette campagne est centrale dans la situation actuelle. Ils ont vu dans le refus de cet ajout à l'ordre du jour le signe d'une divergence politique importante, doublée d'un manque de respect à leur égard. Le point campagne a été pour eux l'occasion d'une offensive contre la campagne Poutou.

Une activité encore trop dominée par l'intervention syndicale

Le tour des villes a permis de faire un état des lieux de l'activité des différents comités jeunes.

La plupart préparent la campagne électorale avec les meetings qui ont un certain succès.

Mais les compte-rendus d'activité insistent beaucoup sur l'intervention syndicale étudiante. Les jeunes du NPA militent dans SUD, la FSE ou la TUUD (tendance minoritaire au sein de l'Unef). Ont été évoqués les problèmes du versement des bourses, qui ont dominé la fin du semestre, et donné lieu localement à des assemblées générales ; celles-ci ont permis de faire le lien avec le combat contre l'autonomie des universités initiée par l'adoption et l'application de la LRU. La discussion semblait montrer que le syndicalisme structure souvent l'activité des comités. C'est selon nous une faiblesse qui dénote d'une dérive parasyndicaliste, qui s'exprime aussi sur d'autres questions. Nous ne devons pas nous contenter d'être d'excellents militants syndicaux, défendant avec fermeté les revendications quotidiennes des jeunes, mais nous devons avoir une intervention proprement politique, où l'on mette en évidence le lien entre ces revendications et la conquête du pouvoir par les travailleurs. Dans le même sens, nous devrions faire davantage d'activités idéologiques (conférences-débats sur des sujets politiques de fond historiques ou d'actualité), qui peut être pour de jeunes étudiants une autre façon de venir à la politique.

En outre, la discussion sur une politique syndicale mieux structurée n'a eu lieu ni en plénier, ni en commission. Or c'est un débat qu'il nous faut mener. Il nous semble par exemple que le militantisme dans l'Unef mène d'une part à une adaptation à l'appareil de cette organisation, mais surtout, qu'il s'agit là d'une énorme perte de temps, qui mène à ser-

vir de caution à l'Unef, alors que nous devrions la marginaliser en unifiant les syndicats étudiants de lutte. (cf. nos articles précédents sur la question).

Des activités en direction des quartiers populaires se développent dans plusieurs villes, en particulier à Clermont-Ferrand où le jeune Wissam est mort sous les coups de la police.

Et le féminisme ?

Les questions féministes n'étaient pas en reste lors du SNJ. Deux motions ont été discutées lors de l'assemblée non-mixte et en plénier. Celle de la position majoritaire contextualisait l'oppression féminine dans le système capitaliste. L'autre insistait sur le bilan tiré lors des rencontres nationales féministes (cf. notre compte-rendu), les revendications à mettre en avant, l'enjeu de la préparation du 8 mars, ainsi que les outils à mettre en œuvre contre le sexisme interne au NPA. Ce dernier point a suscité un clivage. Finalement une motion de synthèse a été adoptée mais nous sommes assez inquiets du fait qu'elle n'ait pas intégré les aspects qui concernent la lutte anti sexiste interne au parti. Un dirigeant de la position Z a même expliqué que pour lutter contre la difficulté des femmes à prendre la parole, il fallait que les femmes se forment et qu'elles interviennent dans la lutte de classe... c'est-à-dire qu'elles fassent comme n'importe quel jeune militant ! Or il est aisé de constater que globalement, à niveau égal de formation et expérience militante, les femmes interviennent bien moins dans les discussions. C'est une des preuves que leur oppression spécifique ne s'arrête pas à la porte des organisations politiques. Il faut donc

prendre des mesures pour combattre cette oppression dans nos rangs.

Sur la résolution politique

Deux analyses de la situation se sont opposées. Celle de la majorité (PZ) n'est pas fausse, mais très factuelle et donc assez superficielle : il y a beaucoup d'attaques, mais aussi de nombreuses luttes parfois victorieuses. Elle tire la conclusion que, comme d'habitude, « *mettre son milieu en mouvement* ». Certes, en tant que révolutionnaires, il est nécessaire d'être le moteur des luttes et soutenir celles qui se développent, pourtant il est tout autant nécessaire d'avoir une analyse lucide de la situation politique afin d'orienter notre intervention et de lui donner des priorités.

La PX quant à elle proposait une analyse de la situation beaucoup plus politique, mais erronée : elle mettait en avant toutes les faiblesses des luttes, sans en expliquer les causes, sans critiquer l'orientation des directions syndicales qui accompagnent la politique du gouvernement et mettent donc en œuvre des tactiques désastreuses comme les journées d'action dispersées. Elle en tirait toujours la même conclusion politique erronée, expression d'un certain renoncement face aux difficultés à défendre une orientation révolutionnaire et à la pression du Front de Gauche : en ces temps de vaches maigres, il n'y aurait pas d'autre solution que préparer un bloc anti-crise avec des forces à gauche du PS.

La politique que nous avons défendue

Nous avons choisi de ne pas présenter des amendements sur tous les points du texte que nous jugions insuffisants. En effet, il nous semblait vain de faire des pro-

positions à ce SNJ sur des points déjà régulièrement débattus, mais où chacun campe sur ses positions, comme sur les choix d'intervention dans le syndicalisme étudiant. En effet, pour les aborder de nouveau de façon fructueuse, il faudrait rouvrir une large discussion, comme pour une conférence nationale. Nous avons donc proposé quatre amendements, ciblés sur des points où la discussion nous paraissait en mesure de faire progresser le texte.

Sur les jeunes travailleurs

L'activité vers les jeunes travailleurs commence à prendre de l'ampleur au sein du secteur jeunes. Il est très important que nous menions une politique volontariste à l'égard de cette couche du prolétariat, à la fois plus durement exploitée et encore moins dépendante du système (les jeunes n'ont souvent pas encore de foyer à charge, sont moins endettés, ...)

Sur la TVA sociale

Il est très important de mettre l'accent sur la dénonciation de cette mesure de Sarkozy. Toutefois, l'argumentation consistant à dire que TVA sociale revient à « baisser deux fois les salaires » nous semble erronée¹. La TVA « sociale » est à combattre parce qu'elle accentue la fiscalisation de la sécurité sociale et parce qu'elle va mener à une augmentation des prix.

Sur le front unique

Le texte initial ne proposait que deux types de tâches : intervenir dans les luttes locales et mener la campagne Poutou. C'est-à-dire faire du syndicalisme et mener une campagne électorale. Il nous semblait important de mettre en avant la nécessité de construire des cadres de front unique contre les attaques du gouvernement et

en soutien aux luttes, notamment en utilisant les comités dette déjà existant. Il faut essayer d'orienter ces derniers, par delà la dénonciation idéologique de la dette, vers le combat concret contre l'austérité, à un moment où les élections tendent à désamorcer les luttes et où le Front de Gauche axe toute sa politique sur le score de Mélenchon, au détriment de l'organisation de la résistance contre les coups de Sarkozy et du patronat.

Sur le gouvernement des travailleurs

Le texte séparait selon nous trop les revendications immédiates, « d'urgence » d'une part et la perspective d'un gouvernement des travailleurs d'autre part. Cette perspective doit être présente dans nos interventions, mais nous devons garder le souci de la rendre concrète en mettant en avant les mesures que prendrait un tel gouvernement. Nous avons donc présenté l'amendement suivant : « Un tel gouvernement exproprierait les banques et les groupes du CAC 40, il serait fondé sur l'auto-organisation et le contrôle ouvrier, agirait pour la planification de l'économie et la satisfaction des besoins. Tout cela entraînerait une rupture avec l'Europe capitaliste et ses traités, l'extension de la révolution vers une Europe socialiste des travailleurs. »

Nos amendements ont été finalement tous intégrés, quoique souvent après reformulation. Nous nous félicitons que notre intervention et le débat aient ainsi permis d'améliorer significativement le texte initial. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, malgré certaines limites, de le voter.

C'est donc un bilan plutôt positif que nous tirons de ce SNJ. Mais ce n'est qu'un premier pas que nous avons franchi, il s'agit maintenant de s'assurer que l'orientation votée sera appliquée, qu'il y aura bien un infléchissement

1. Voir notre texte « À bas la TVA « sociale » et la CSG ! Défendons la cotisation sociale ! » sur le site de la TC : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-321.pdf>

dans l'orientation, que l'on donnera réellement une plus grande importance au travail en direction des jeunes travailleurs, que l'on accordera une véritable priorité à la politique dans nos inter-

ventions, que l'on participera activement à des cadres de front unique sans jamais s'y dissoudre et que, dans notre intervention propre, l'on mettra réellement en avant l'exigence de l'expropriation

des groupes du CAC 40 et le combat pour un gouvernement des travailleurs.

Les jeunes de la TC

Bilan du CPN des 28-29 janvier 2012

La lutte nécessaire contre la GA ne justifie pas que la majorité esquivé les discussions de fond

(Explication de vote des élus P4/Tendance CLAIRE, concernant la résolution politique¹)

Ce CPN a été dominé par l'attaque en règle de la direction de la GA [Gauche Anticapitaliste, courant droitier partisan d'une alliance avec le Front de gauche] contre le NPA. Nous avons bien sûr fait front avec la majorité (cf. notre explication de vote n° 2). Pour autant, cela ne pouvait justifier le refus de discuter du fond.

Or les camarades de la majorité ont donné la priorité à un dialogue de sourds avec la GA. Ce sont d'ailleurs surtout des dirigeants qui ont parlé : alors que le CPN doit fixer les orientations du parti, ses membres s'expriment peu. Car la direction réduit les débats à des luttes fractionnelles au lieu d'impulser les clarifications nécessaires au sein même de la majorité.

Cela a permis d'éviter tout bilan sérieux de la campagne. Or la GA a raison sur un point : notre candidature n'a pas d'identité politique suffisante. Le profil de notre candidat, le soutien aux luttes, l'appel à leur convergence, la dénonciation de Sarkozy, la critique de Hollande, l'exigence de réquisition du secteur bancaire et de l'énergie, l'appel à ce que les tra-

vailleurs/ses prennent les choses en mains... sont des points forts permettant à notre campagne de rencontrer un début d'écho chez les prolétaires et les jeunes. Mais cela ne suffit pas pour un *programme* politique.

Nous avons donc proposé des amendements. Nous persistons dans cette démarche malgré le refus de discuter, CPN après CPN, de la majorité P1A-P2 [alliance politiquement fragile qui dirige le parti depuis la Conférence nationale de juin 2011, sur la base de la campagne Poutou]. Car notre combat contribue malgré tout à certaines clarifications, comme le prouve l'intégration cette fois, dès le projet de résolution, de quelques points que nous avions proposés au précédent CPN... et qui avaient été alors rejetés, comme l'objectif de la grève générale, la critique des directions syndicales et une critique du Front de gauche ; mais il faut en faire des axes centraux de campagne, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ! De plus, si de vrais débats remplaçaient les procès d'intention, nous pourrions convaincre davantage, comme lors du dernier Secrétariat national jeunes qui a intégré (ou reformulé) nos amendements, nous conduisant à voter la résolution.

Malheureusement, si quelques amendements ont été intégrés en commission, les plus importants ont de nouveau été rejetés en plénière, avec des arguments indignes. Ainsi, la majorité refuse toujours toute explication mar-

xiste de la crise, sans laquelle on ne saurait s'orienter correctement : elle préfère laisser entendre que la politique des gouvernements serait irrationnelle, voire qu'une autre politique bourgeoise, moins dure pour les travailleurs et travailleuses, serait possible ! De même, la majorité persiste à centrer la campagne sur des « mesures d'urgence » en se taisant sur les moyens, alors qu'il faudrait articuler les revendications immédiates, correspondant à la conscience et aux luttes actuelles, avec la *nécessité* du gouvernement des travailleurs, de l'expropriation sans indemnités des groupes du CAC 40, d'une rupture avec l'Union Européenne capitaliste, d'une Europe socialiste. Enfin, notre proposition d'affirmer notre refus de toute intervention impérialiste et notre soutien aux soulèvements des pays arabes, notamment en Syrie, a été rejetée, alors que la résolution ne dit *pas un mot* des questions internationales et que l'échange sur les révolutions arabes, qui n'a hélas pas suscité beaucoup d'interventions, n'a abouti à *aucune* décision ! De même, les autres questions abordées (dette, TVA sociale, FN, Commission nationale d'intervention féministe) n'ont pas eu de conclusions...

Entre le réformisme chauvin du Front de Gauche et la propagande abstraite de LO, il y a place pour une belle campagne permettant de relancer le NPA et d'être utile aux luttes. À condition de défendre un programme anticapitaliste révolu-

1. Les résolutions et nos amendements sont disponibles sur le site de la Tendance CLAIRE : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=329>

tionnaire concret et conséquent. Il serait temps d'en discuter !

La direction de la GA mène une offensive contre le NPA pour une politique compatible avec le Front de gauche... Front unique des positions et des camarades pour défendre le NPA !

(Explication de vote des élus P4/Tendance CLAIRE, concernant les législatives)

Comme la Tendance CLAIRE l'a expliqué pour sa part dès la fondation, le NPA a été créé dans la confusion. La direction LCR a cru que la vague de sympathie pour Olivier Besancenot pouvait suffire à lancer un parti de masse. Elle a contourné les questions programmatiques et stratégiques, entretenu le flou au lieu d'impulser la discussion sur le programme révolutionnaire pour l'actualiser à la lumière des évolutions historiques, des expériences récentes et des nouvelles questions politiques. Elle a empêché les débats de fond alors qu'elle était déjà divisée en tendances et que de nouveaux courants arrivaient. Le prétexte était de ne pas effrayer les « primo-militants », alors qu'il aurait fallu les former et débattre vraiment « du meilleur des tradi-

tions du mouvement ouvrier ». La Tendance CLAIRE a même été réprimée pour avoir osé défendre ses idées !

Quand les tendances réapparaissent au grand jour pour les régionales, ce fut l'incompréhension à la base. Les départs se multiplièrent d'autant plus que les discussions étaient toujours évitées, y compris lors du congrès qui aurait dû permettre un vrai bilan du NPA et qu'on tranche au moins en partie les ambiguïtés de départ.

Le retrait inattendu d'O. Besancenot a précipité la crise, frappant au cœur la direction, ce centre mou qui, à force de préférer les méthodes d'appareil aux débats politiques, était devenu le maillon faible : il fut brisé par la question apparemment tactique de la présidentielle.

Le lancement de la Gauche Anticapitaliste (GA) a au moins eu le mérite de clarifier les choses à la droite du parti : sa dérive vers le réformisme s'accélère. C'est ce que prouvent une fois de plus ses propositions pour les législatives, compatibles avec le Front de Gauche.

Concernant la résolution sur les législatives, deux de nos amendements ont été intégrés, au grand dam de la GA : l'un dénonce la participation du Front de Gauche à la gestion des régions avec le

PS, l'autre précise qu'il s'agira de vaincre la politique de Hollande par les luttes s'il est élu. Cependant, la majorité a rejeté l'amendement proposant que les membres de la GA ne se présentent au nom du NPA que « *dans le cadre de l'orientation décidée par la majorité, notamment en toute indépendance à l'égard des forces du Front de Gauche* ». Il nous semble pourtant que, si nous voulons construire un parti national avec un message clair, toutes et tous les camarades doivent défendre globalement sa ligne ! Vu cette concession de la majorité à la GA, nous avons choisi de nous abstenir sur la résolution.

Le combat contre l'offensive destructrice de la direction de la GA continue. Il faut que toutes les positions, toutes et tous les camarades, même ayant voté pour la position B [point de départ du lancement de la GA] à la Conférence nationale de juin, fassent front pour défendre le NPA. Mais il faut aussi que les discussions trop longtemps évitées aient enfin lieu et que les orientations se clarifient dans le sens révolutionnaire. Car toute persistance dans la méthode qui a mené à la crise ne peut que la faire rebondir jusqu'au désastre.

L., L. et M., membres du CPN

Bilan du CPN des 24-25 mars 2012

Une dépolitisation aggravée, qui ne s'explique pas seulement par la nécessité de contrer la GA

« *Depuis quatre mille ans il tombait dans l'abîme.* » C'est certainement ce que répéterait Victor Hugo au sujet du NPA s'il assistait aux CPN. Pourtant, l'obtention des signatures aurait dû permettre un regain d'espoir et une concentration sur les questions de

fond. Comme direction du parti, le CPN aurait dû discuter avant tout des axes de campagne, des interventions de Philippe, de la façon de mettre en avant un programme cohérent partant des revendications et axé sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, donc sur l'objectif de l'expropriation des grands groupes capitalistes et du gouvernement des travailleurs. Car il faut dire la vérité à la classe ouvrière,

aux jeunes, aux femmes face aux mesures terribles qui s'annoncent au lendemain des élections, quel que soit le gouvernement. Et c'est aussi la seule façon d'affronter la montée du Front de gauche, de combattre les illusions réformistes et chauvines, de lui disputer l'hégémonie politique parmi celles et ceux qui luttent.

Or la discussion politique a été réduite à trois heures, avec un affrontement stérile entre la majo-

rité P1A/P2 (le centre et la gauche de la direction) et la GA (droite du NPA), l'une appelant à se mobiliser pour la campagne (comme si cela pouvait tenir lieu de ligne), l'autre chantant les louanges du FdG. La résolution politique est en net recul par rapport aux précédentes, qui étaient déjà très insuffisantes et confuses : il n'y a presque rien sur le programme et, pour la première fois depuis la Conférence Nationale de juin, l'objectif du gouvernement des travailleurs n'y figure même pas (rejet massif de notre amendement). Il est vrai que les résolutions politiques précédentes n'ont guère été appliquées dans la campagne, notamment sur cette question centrale, au mépris de la démocratie. Mais cette dépolitisation accrue du CPN est inacceptable et nous regrettons en particulier que la P2 ait renoncé à tout combat de fond, allant jusqu'à retirer ses propres amendements !

Alors que la campagne du Front de gauche connaît une dynamique indéniable, il serait pourtant urgent de corriger le tir de notre campagne : pense-t-on convaincre les travailleurs de voter Poutou en répétant sur toutes les radios et télévisions que nous sommes très contents du score de Mélenchon et que celui-ci « *popularise des solutions qu'on était pratiquement les seuls à défendre* » (réunion publique du jeudi 29 mars à Paris) ? Non, les « solutions » de Mélenchon ne sont pas les nôtres : ce sont les « solutions » de Mitterrand en 1981 et elles ne sont que des promesses fumeuses qui ne pourraient que finir en austérité accrue faute de s'attaquer aux rapports de production capitaliste. Voilà ce que nous devrions expliquer de façon offensive dans les médias, pour convaincre que notre projet politique est le seul capable de sortir de la crise par le haut pour les travailleurs.

Nous espérons au moins une discussion sur le second tour de la présidentielle. Ce CPN était le dernier avant l'élection, c'était

une exigence démocratique. D'autant que Philippe comme Olivier ne cessent de dire qu'ils s'agit de battre Sarkozy. Or le CPN a rejeté à une écrasante majorité notre demande que ce soit un point spécifique à l'ordre du jour ! Pourtant, les orientations sont différentes au sein même des tendances : la GA, la majorité de la P1A et une minorité de la P2 sont pour appeler à voter Hollande sans ambiguïtés, alors que la majorité de la P2 et une minorité de la P1A semblent chercher une formulation plus ou moins alambiquée évitant de se prononcer de cette façon. Il était donc crucial de clarifier les enjeux, d'envisager les divers scénarios possibles et de trancher. L'argument de la P2 selon lequel il ne fallait pas polluer la campagne avec la question du second tour ne tient pas : d'une part, les travailleurs nous le demandent et les journalistes interrogent Philippe, qui répond bel et bien ! D'autre part, le fait de décider maintenant de notre ligne pour le second tour n'impliquait nullement d'en faire un axe de la campagne (nous aurions même pu décider de refuser ouvertement de répondre à cette question avant le premier tour). En fait, la P2 a préféré un consensus avec la P1A : la résolution n'appelle pas clairement à voter pour Hollande, mais répète qu'il faut « chasser Sarkozy sans faire confiance à Hollande » et que « nous sommes résolument aux côtés de ceux qui veulent chasser Sarkozy »... Nous avons pour notre part envoyé un projet de motion contre tout appel à voter Hollande et soumis des amendements en ce sens au projet de résolution (votés par la seule P4).

L'essentiel du CPN a été consacré aux questions du contentieux financier avec la GA, au prix de nombreuses interruptions et d'interminables réunions de tendances. Il était pourtant possible d'en discuter en amont et de réduire le débat à quelques interventions, puisque les positions étaient tranchées, sans chance de

se convaincre. C'est ce qu'a montré la décision de la GA de quitter le CPN bien avant sa fin, prouvant sa mauvaise foi alors qu'une vraie solution de compromis lui était proposée. Nous avons évidemment fait bloc avec la majorité contre la GA dont les responsables ont osé crier au scandale suite au recours du référé... alors que c'était la seule solution pour les empêcher de prendre l'argent du NPA au moment même où ils appellent à voter Mélenchon.

Enfin, sur la question d'une conférence nationale début juillet proposée à la fois par la GA et la P1A, nous avons fait bloc avec la P2 pour nous y opposer. En effet, il n'est pas sérieux de prétendre organiser une vraie CN, avec de vrais débats et des textes soumis au vote, en deux semaines après les élections, qui se terminent le 17 juin. Cela ne pourrait donner lieu qu'à des discussions superficielles et avortées, au profit de nouveaux affrontements délétères entre les responsables des tendances. En revanche, il était juste de retenir la proposition de réunir des délégués des comités pour faire le bilan de la campagne à partir des expériences réelles et intégrer les camarades que nous pouvons gagner d'ici là. Nous avons donc soutenu la proposition d'une telle rencontre nationale, suivie d'un CPN qui, comme direction entre deux congrès, est chargé de définir les orientations du parti. Malgré l'apparence, la demande d'une CN n'exprimait nullement une volonté démocratique, mais de purs calculs d'appareil. D'une part, la direction GA a décidé de partir du NPA, tout le monde le sait : elle ne voulait une CN que pour faire entraîner les camarades de sa propre base qui restent fidèles au NPA. D'autre part, la P1A, comme ses responsables l'ont parfois avoué, craint d'être minoritaire face à la P2 après le départ de la GA : elle veut une CN uniquement pour tenter de se reconstituer à la va-vite une base politique, en intégrant les membres de la GA qui

décideraient de rester et en espérant être ainsi en meilleure situation pour préparer le congrès. La fureur de la P1A mise en minorité suite au départ de la GA montre combien elle est terrorisée à l'idée de perdre le pouvoir. Quant à l'offensive qu'elle lance dans le parti pour imposer une CN malgré le vote du CPN, elle ne peut que nuire à la nécessaire mobilisation des camarades pour la campagne et en dit long sur sa conception de la démocratie, qui semble s'arrêter au moment exact... où elle est battue dans les votes ! La P1A n'a d'ailleurs aucune leçon à donner : non seulement elle a toujours piétiné les droits de la TC et de la P4, mais, dès le lendemain du CPN, elle a osé violer au CE la résolution qui prévoyait la destitution du trésorier coupable d'avoir tenté de détourner l'argent du NPA au profit de la GA !

Tout cela n'est pas glorieux et exacerbe la crise du parti, mais celle-ci est le résultat inévitable de la confusion généralisée qui a présidé à sa fondation et à la politique menée depuis. Il faut tout faire pour que la campagne soit la moins mauvaise possible en nous appuyant sur ses points forts pour nous adresser résolument à nos milieux. Mais, il faut aussi tirer les leçons de la crise : en ce sens, l'enjeu du congrès de fin d'année ne saurait être que la refondation du NPA sur des bases révolutionnaires.

Proposition pour le second tour de l'élection présidentielle

Si Hollande doit affronter Sarkozy au deuxième tour de l'élection présidentielle, nous proposons que le NPA se positionne de la façon suivante :

« Un nombre important de travailleurs, de jeunes, de femmes, souhaite se débarrasser de Sarkozy. C'est pour cela qu'ils mettront un bulletin de vote Hollande dans l'urne, sans nécessairement lui faire confiance. **Il est**

logique qu'ils veuillent virer Sarkozy, car celui-ci a mené une politique au service de la bourgeoisie pour faire payer la crise aux travailleurs : soutien aux licenciements, RGPP, contre-réforme des retraites, blocage des salaires dans le public, cadeaux fiscaux aux riches, politique anti-immigrés, interventions impérialistes en Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire, plans de rigueur à répétition pour réduire les déficits, etc.

Mais nous devons expliquer clairement que Hollande ne constitue en aucun cas une alternative à Sarkozy. C'est pourquoi le NPA n'appellera pas à voter pour Hollande au second tour, ni à « battre Sarkozy dans la rue ou dans les urnes ».

Certes, Hollande laisse entendre qu'il mènerait une politique un peu moins réactionnaire, voire un peu progressiste dans quelques domaines, quoique même sur ces questions il se montre toujours particulièrement flou : critères de régularisation un peu plus souples pour les sans-papiers, possibilité d'accorder les mêmes droits à tous les couples, abrogation de la casse de la formation des enseignants, abrogation de la réforme territoriale, etc. Cependant, **il a annoncé sans la moindre ambiguïté qu'il laisserait en place l'essentiel des lois prises par Sarkozy :** réforme des retraites, RGPP, arsenal anti-immigrés, blocage des salaires dans le public, plan de rigueur. Il a affirmé ouvertement qu'il pensait lui aussi nécessaire de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB et que pour cela il mènerait lui aussi une politique de rigueur. L'expérience du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce montre que les PS au pouvoir mènent des politiques de rigueur aussi dures ou plus dures que celles de la droite, si les besoins du capital l'exigent. Au Portugal, c'est le PS qui a abaissé les salaires des fonctionnaires, en Espagne, c'est Zapatero qui a envoyé l'armée aux contrôleurs aé-

riens en grève, en Grèce, c'est Papandréou qui pendant deux ans a saigné les travailleurs grecs, pulvérisant leur niveau de vie, pour rembourser la dette et sauver ainsi les banques françaises, allemandes, etc. **Interrogé sur la politique de Papandréou, Hollande a répondu qu'il aurait fait pareil et qu'il aurait même adopté dès le départ un plan d'austérité plus dur, car c'est le gage de la réussite.** Car, comme l'écrit l'économiste de « gauche » Jacques Mistral, « *l'orientation de la politique économique qui va marquer les trois prochaines années est connue : l'heure sera à la rigueur, la vraie, pas les mesurette d'août 2011* » (extrait du livre *Droite contre gauche* du Cercle des économistes). Nous ne pouvons donc pas appeler les travailleurs à voter pour un candidat qui annonce ouvertement qu'il va poursuivre et même redoubler les attaques contre les travailleurs.

Nous devons au contraire aider les travailleurs à déjouer le piège de l'élection présidentielle qui vise à les faire voter, sous prétexte du moindre mal, pour un de leurs ennemis de classe, bref à leur faire approuver dans les urnes les coups qu'ils vont recevoir pour opposer ensuite à leur colère la prétendue légitimité des urnes. Cela suppose de dire clairement qu'un bulletin de vote, quel qu'il soit, n'a jamais stoppé une attaque contre les travailleurs. Ce n'est pas dans les urnes que nous arrêterons l'offensive capitaliste pour faire payer la crise aux travailleurs, c'est par la lutte des classes. C'est pourquoi **nous appelons les travailleurs à se préparer pour les durs combats de classe qui s'annoncent, à prendre leurs affaires en mains, à s'organiser et notamment à rejoindre le NPA. »**

Le texte complet du projet de résolution avec les amende-

ments P4/Tendance Claire est accessible sur notre site à l'adresse <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=344>

**L., L. et M., membres du
CPN**

SNJ d'avril 2012 : une réunion marquée par la division du parti et le refus de discuter du fond politique

La division du secteur jeune est apparue encore plus nette qu'au dernier SNJ. Les élus de la plateforme X (majoritairement issus de la GA, mais avec également quelques P1A) ont passé la plus grande partie des deux jours en réunion de plateforme non-ouverte, n'envoyant qu'un ou deux observateurs dans les discussions. La tension est particulièrement montée lors de la discussion sur les permanents. Le secteur jeune en compte quatre à temps partiel : deux appartiennent à la plateforme Z (majorité du secteur, liée à la P2, gauche du NPA) et deux à la X. Concernant ces deux derniers, l'un n'assure plus ses tâches depuis janvier, l'autre a choisi de faire la campagne de Mélenchon. Le contrôle des permanents par la base fait partie des meilleures traditions du mouvement ouvrier : nous avons fait bloc avec la Z pour demander que les deux camarades soient remplacés.

Plus généralement, sur la crise que traverse le NPA, nous avons fait observé que le départ annoncé de la GA n'était pas un fait isolé. En un peu plus de trois ans d'existence, le NPA n'a jamais cessé de connaître des vagues de départ successifs. Cela montre que le

NPA s'est construit sur des fondements trop vagues pour être solides. Il convient à présent de refonder le parti sur des bases clairement révolutionnaires, perspective que nous défendrons au prochain congrès et à la prochaine conférence nationale jeune (CNJ).

Une réunion non-mixte s'est tenue, qui a permis de faire des bilans locaux du 8 mars et de tracer des perspectives à l'activité féministe dans le secteur jeune (travail sur du matériel féministe, propositions de topos pour les RIJ). Des problèmes internes ont été soulevés, une certaine "socialisation masculine" aurait tendance à mettre de côté certaines militantes qui pourtant investies dans des instances du secteur jeune, en particulier pour la circulation des informations. Nous trouvons positif que ces problèmes aient été posés dans un cadre collectif.

À part cela, les discussions ont été trop rapides sur la situation et se sont concentrées sur la campagne présidentielle. Le fort volontarisme qui anime la majorité du secteur jeune lui donne un certain relief. Des succès de participation au meeting sont notables. Les contacts sont nombreux, prouvant que la campagne peut être un instrument de construction. De ce

point de vue, nos divergences politiques et stratégiques avec la majorité ne nous empêchent pas de travailler en commun. Cependant, la campagne pose un certain nombre de problèmes politiques et nous avons proposé une série d'amendements à la résolution, portant notamment sur les axes programmatiques et stratégiques nécessaires pour rompre avec le capitalisme (objectif central du gouvernement des travailleurs, expropriation des banques et des groupes du CAC40, contrôle ouvrier, front unique dans les luttes...) et sur la délimitation d'avec le Front de Gauche. Si certains ont été intégrés, par exemple celui sur les directions syndicales, la majorité n'a pas cru devoir voter les plus significatifs d'entre eux, au motif que cette résolution se devait d'être courte et ne pas reprendre ce qui avait déjà été voté aux précédents SNJ. Pourtant, on ne saurait se contenter de dire que ce n'est pas par les urnes mais par un troisième tour social que l'on va changer les choses. Car des luttes auront lieu, mais cela ne règle en aucun cas la question de l'orientation politique du parti.

**R. et R., plateforme Y,
soutenue par la Tendance
CLAIRE**

Bilan critique de la campagne Poutou

En tant que Tendence CLAIRE, nous nous sommes battus dès le début pour que la campagne présidentielle soit utilisée par le NPA pour défendre un programme de transition¹. Nous avons néanmoins fait campagne avec tous les camarades qui n'ont pas cédé aux sirènes du Front de Gauche et qui ont tenu à faire entendre une voix anticapitaliste. Il n'en reste pas moins utile de tirer le bilan de la campagne Poutou, qui selon nous confirme que les faiblesses du NPA sont un frein à sa construction.

Une campagne aux côtés de notre classe...

La campagne de Philippe Poutou s'est d'emblée affirmée au côté des luttes. Philippe était non seulement un représentant de la classe ouvrière, mais aussi un militant syndical ayant remporté une lutte contre la fermeture de son usine à Blanquefort. Tout au long de la campagne, Philippe est allé soutenir des travailleurs en lutte dans l'ensemble du pays. Cet ancrage dans les luttes donnait un contenu concret à l'idée très clairement exprimée par notre candidat : il ne suffit pas de mettre un bulletin de vote dans une urne pour améliorer le sort des exploités. Il nous faudra prendre nos affaires en main et imposer nos revendications par la lutte.

Le mot d'ordre « *ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise* » a été au centre de la campagne, notamment sous la forme de l'annulation de la dette. Philippe a systématiquement affirmé que le capitalisme n'offrait pas d'issue aux travailleurs. L'indépendance vis-à-vis du PS, la clarté de Philippe sur le fait que « nous n'avons

rien à attendre d'un gouvernement PS » ont été un des points forts de la campagne. Cet appel à ne pas sombrer dans l'illusion du réformisme électoral est un des principaux éléments qui ont différencié notre campagne de celle de Mélenchon.

La sortie du nucléaire a aussi été une spécificité du NPA. Europe Ecologie/Les Verts ont montré que, pour eux, la sortie du nucléaire ne pesait pas lourd face à la possibilité d'accords électoraux avec le PS. Pour eux, tout se négocie, même la santé de la population et de la planète.

Enfin, Philippe a affirmé tout au long de la campagne son statut de représentant du parti. Il a tenté autant que possible d'éviter le jeu de la personnalisation pour assumer qu'il représentait un parti et pas lui-même.

... mais qui ne peut convaincre largement

Mais les efforts que nous avons faits pour nous faire entendre auraient été selon nous plus fructueux si notre propagande avait été centrée sur une logique transitoire. Le fait d'avoir un ouvrier candidat est un atout, pas un axe politique. Or la direction, parce qu'elle a refusé de faire du gouvernement des travailleurs un axe de la campagne, s'est trouvée obligée, pour se différencier des réformistes, de se raccrocher à cette caractéristique d'ouvrier, jusqu'à en faire l'argument central pour « voter Poutou ». D'une attitude spontanée, Philippe a peu à peu glissé dans un surjeu. « *Moi je n'ai pas de cravate* », répété à plusieurs occasions, ne peut suffire à se distinguer de Mélenchon.

Le flou face au Front de Gauche

Le renouveau du réformisme avec le Front de Gauche a fait voler en éclats l'illusion que l'on pouvait se contenter de « l'indépendance par rapport au PS ». Tout au long de la campagne, on nous demandait ce qui nous distinguait de Mélenchon. Or, à aucun moment nous ne nous sommes donnés les moyens de faire comprendre aux sympathisants de cet ensemble diffus qu'on appelle « gauche de la gauche » ces différences pourtant primordiales. D'où le fait que 40% de celles et ceux qui avaient voté Olivier Besancenot ont voté Mélenchon en 2012 (Sondage CSA sorti des urnes : <http://tinyurl.com/sondage-csa-2012>)

Bien sûr l'effet Mélenchon et la puissance de l'appareil du PCF (et de la CGT) ont pesé dans la campagne. Mais il y a eu aussi une insuffisance dans la politique du NPA, déjà présente dans les campagnes de 2002 et 2007 de la LCR : le refus de poser la question du pouvoir. Face à un PCF déclinant, la radicalité d'Olivier avait permis des succès électoraux, mais face à l'OPA et au talent de Mélenchon, le NPA n'était pas assez solide programmatiquement. Si jusque dans nos rangs, beaucoup ont jugé plus utile d'aller militer au Front de Gauche, il va sans dire que « nos » électeurs ont encore moins hésité. La question de « l'indépendance par rapport au PS » est bien trop faible pour détourner d'un programme réformiste *a priori* séduisant. Pourtant, c'est quasiment le seul point évoqué par Philippe pour répondre sur notre avis concernant le Front de Gauche.

Pire, Philippe gomme les diffé-

1. Les conditions dans lesquelles notre candidat a été choisi ne sont absolument pas saines : compromis au sommet entre une partie de l'ex majorité (P1A) et la gauche (P2) contre la PB (devenue courant Gauche anticapitaliste, favorable à l'unité avec le Front de Gauche), qui conduit à choisir un candidat non pas sur la base d'une orientation politique, mais seulement sur un profil sociologique. La discussion sur le contenu de la campagne a ainsi été volontairement déconnectée du choix du candidat (et repoussée à plus tard).

rences entre LO, le NPA et le PCF, en disant que finalement « *on est un peu cons [...], on pourrait très bien avoir un cadre commun malgré nos orientations différentes* »¹. Le journaliste, légitimement, demande alors si le Front de Gauche n'est pas justement ce cadre unitaire idéal ! Et Philippe de répondre : « Mais il y a une divergence politique énorme avec le Front de gauche : l'alliance avec le parti socialiste ! ». Cet embarras de notre candidat est dû à l'absence de délimitation politique de la direction du NPA. Le paradoxe, c'est que cette politique conduit précisément à ce que le NPA paraisse sectaire, puisqu'il refuse l'unité sans se justifier par un programme radicalement différent.

Philippe a raison de déplorer l'absence d'alliance entre LO et le NPA mais pas de mettre ces deux partis sur le même plan que le PCF et le FdG. En effet, nous avons beaucoup de différences avec LO : par exemple, durant le mouvement de l'automne 2010 contre la réforme des retraites, LO considérait que la question de la grève générale n'était pas à l'ordre du jour et que la politique de la direction de la CGT était assez correcte, alors que le NPA a fait de l'agitation pour la grève générale, quoique de façon inconséquente, et critiqué les directions syndicales, quoique de façon trop timide. Sur l'analyse des mouvements des jeunes de banlieue (face à « l'insécurité », LO en appelle au renforcement de la police de quartier, alors que le NPA est du côté de ces jeunes qui luttent contre notre ennemi de classe commun et ses forces de répression). LO soutient également les mesures racistes à l'encontre des femmes voilées, au prétexte de lutter contre l'oppression des femmes. Mais dans les luttes, nous sommes du même côté, pour l'auto-organisation des travailleurs, alors que le FdG, lui, essaye de les canaliser (référé-

dum vs grève générale) et soutient totalement la politique des bureaucraties syndicales. En fait la véritable entrave à une alliance avec LO est le sectarisme de cette organisation, que nous confortons en la mettant sur le même plan que le Front de gauche. Sa tendance à l'auto-proclamation s'est d'ailleurs ressentie dans la campagne et son score électoral le reflète. LO s'est contentée d'ajouter à son programme essentiellement para-syndical la perspective du communisme. C'est le renoncement à une logique de transition au profit de la superposition d'un programme maximum pour un avenir indéterminé et d'un programme minimum pour le moment.

Des thèmes repris aux réformistes

Nous déplorons que les principales revendications que la direction du NPA a choisi de mettre en avant soient souvent reprises telles quelles des courants réformistes (ATTAC, Front de Gauche...). Pour en citer quelques unes :

« Taxer les profits, faire payer les riches, fiscalité anticapitaliste » ?

En mettant en avant une redistribution des richesses par la fiscalité, le discours du NPA ne marque pas assez la rupture avec le capitalisme. Par exemple, dans la brochure-programme du NPA, on lit qu'il faut « prendre sur les profits », en citant explicitement le CAC 40, mais en ne parlant que de fiscalité. Dans la brochure-programme pour la jeunesse, on trouve également l'idée de taxer les majors (pour financer une licence de téléchargement)... L'anticapitalisme, ce n'est pas prendre sur les profits, mais en finir avec les profits faits sur le dos des travailleurs, en commençant par l'ex-

propriation des groupes du CAC 40 (dont les majors comme Vivendi) ! C'est un problème fondamental, qui au lieu de faire apparaître le profil révolutionnaire du NPA le positionne en « monsieur plus » de la refonte fiscale prônée par Mélenchon, lui-même simplement « plus à gauche » qu'un économiste comme Thomas Piketty (et sa « révolution fiscale ») qui est proche du PS.

« Un processus constituant pour l'Europe » ?

A plusieurs occasions, Philippe a parlé de « processus constituant »². Ce mot d'ordre laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de le détruire par la révolution. Une assemblée constituante nationale sert à changer un régime (passage par exemple de la monarchie constitutionnelle à la république...), non à détruire un État (en France, l'État bourgeois s'est maintenu et même renforcé sous ses régimes successifs jusqu'à la Ve République !). En outre, une assemblée constituante ne pourrait que déboucher sur une constitution bourgeoise qui renforcerait la légitimité de l'UE et donc faciliterait les attaques qui sont orchestrées à cette échelle par les bourgeoisies européennes contre les travailleurs.

Plus problématique encore : à la question « *si par hasard vous n'étiez pas suivi par d'autres pays européens, pourrait-on imaginer une sortie de la zone euro* », Philippe répond : « *pas du tout* »³. Or on ne peut concevoir un gouvernement révolutionnaire – et en rupture avec tous les traités de l'UE ! – qui garderait la même monnaie que ses voisins capitalistes... Nous devons expliquer qu'il faudrait effectivement sortir de l'euro, créer une nouvelle monnaie (unité de compte) inconvertible et instaurer un monopole du

1. *Médiapart*, « On fait ce qu'on peut », 27 décembre 2011.

2. *Nouvel Observateur*, « Politique étrangère : Ce qu'en dit Philippe Poutou », 17 avril 2012.

3. *France Info*, 17 janvier 2012.

commerce extérieur, tout en se battant pour l'extension de la révolution.

Résoudre la crise en récupérant les 10 points de PIB ?

Beaucoup d'interventions de Philippe laissaient entendre que ce serait bien si l'on pouvait « *au moins revenir au partage des richesses d'il y a trente ans* », « *reprendre les 10 points de PIB volés depuis les années 1980* ». Derrière cette idée, il y a la même illusion que le Front de Gauche et sa relance keynésienne. Par exemple, Philippe déclare à *Paris Match* que, pour sortir de la crise, « *il faut donner à la population les moyens de consommer, pour relancer la machine économique* »¹. Or, en 1981, cette politique a subi un échec cuisant en deux ans, et aujourd'hui les capitalistes ont encore moins de marge de manœuvre. Les 10 points de PIB perdus sont une réponse qui a été imposée par la logique même du système capitaliste, non par un complot de méchants capitalistes. Il faudrait justement expliquer qu'on ne pourra revenir sur les 10 points de PIB perdus, ou de façon plus générale satisfaire les besoins de la population, par une politique « antilibérale », mais par une rupture avec le système capitaliste.

« Mettre au pas la finance » ?

Le NPA est ici aussi ambigu. Certains textes reconnaissent au détour d'une phrase qu'il y a « *une certaine filouterie à cibler spécifiquement le monde de la finance, en la distinguant avec soin d'un capitalisme vertueux et productif* »² mais la plupart du temps, malheureusement, le NPA reprend publiquement la dénonciation de la finance qui parasiterait l'économie réelle. C'est une idée massue

reprise par beaucoup candidats, de Mélenchon à Le Pen. Le programme du NPA veut « *retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques* », reprenant cette idée qu'avec une finance publique, les investissements repartiraient massivement. Quand Mélenchon propose un vague « pôle public » (en concurrence avec les banques privées), le NPA a raison de dire qu'il faut socialiser tout le secteur bancaire. Mais en tant qu'anticapitalistes, nous ne devons pas faire seulement de la surenchère en restant sur le plan de la finance, mais revendiquer la socialisation des moyens de production. Rappelons nous qu'en 1981, Mitterrand avait nationalisé l'ensemble du secteur bancaire. Si les grands capitalistes n'investissent pas dans l'économie réelle, c'est qu'elle n'est pas assez rentable pour eux, et si l'économie est repartie en 1945, c'est « grâce » à la guerre, non grâce aux régulations financières de Bretton-Woods.

Face aux délocalisations, l'abdication ?

Au cours d'une même interview³, Philippe défend deux lignes différentes. Il commence à juste titre par la revendication « *que le patronat n'ait plus la possibilité de se débarrasser des salariés* ». Mais quand le sujet revient à travers le thème des délocalisations, il dit que « *de toute façon les mouvements dans l'économie mondiale se font* ». Mais ces mouvements de délocalisation (ou de capitaux en général), les travailleurs doivent précisément empêcher les multinationales de les faire à leur guise ! Non pas au nom du patriotisme économique, que le NPA a raison de dénoncer, mais au nom du gagne-pain des salariés ! Philippe propose seulement de garantir la « *continuité du contrat de*

travail » (c'est-à-dire la continuité des revenus et des droits qui vont avec le contrat de travail), une revendication portée par la direction de la CGT... pour renoncer à mobiliser contre les licenciements.

Aucun modèle, vraiment ?

Philippe dit souvent que la NPA n'a pas de modèle ni de héros. Soit, en tout cas cela renvoie forcément à des questions de fond qui divisent dans notre parti. Pourtant, il prend parfois de fait des « références » qui sont problématiques. Par exemple lorsqu'il associe les « soviets » à la démocratie participative de Porto Alegre⁴, alors que celle-ci n'était qu'un moyen d'associer la population... aux attaques contre elle. Même constat lorsque Philippe nous apprend dans la même interview qu'« *on n'est pas trotskistes* », mais que « *Jaurès on s'en revendique, Blum un peu moins* »⁵. Comme le NPA a refusé le débat sur ce qu'est « le meilleur du mouvement ouvrier », il en vient à se revendiquer de personnages certes plus consensuels, mais qui posent problème. Si Jaurès n'a pas eu un rôle contre-révolutionnaire comme Blum qui défendit l'ordre bourgeois, notamment lors de la grève générale de juin 1936, nous ne partageons pas du tout sa conception réformiste qui allait jusqu'à soutenir la participation à des gouvernements bourgeois.

Les mesures d'urgence tout de suite, la révolution plus tard

Le NPA revendique un ensemble de mesures correspondant aux intérêts des travailleurs, et dit en effet qu'il faudra des luttes pour les imposer. Mais notre campagne a été silencieuse sur les moyens que cela implique, en premier lieu l'expropriation des grands groupes

1. *Paris Match*, « Le sommet social est une grosse escroquerie », 18 janvier 2012.

2. *Tout est à nous*, « Pour mettre au pas la finance », il faut avoir le courage de l'anticapitalisme », avril 2012.

3. *France Info*, 17 janvier 2012.

4. *Médiapart*, « On fait ce qu'on peut », 27 décembre 2011.

5. Émission de France 2 *On n'est pas couchés*, 26 février 2012.

du CAC 40, et quasi-muet sur la perspective que doivent avoir ces luttes pour vaincre la dictature bourgeoise : le gouvernement des travailleurs.

Lorsque les journalistes interrogent Philippe pour en savoir plus, il botte en touche et renvoie la véritable rupture avec le système à plus tard : « *Là on discute d'un programme d'urgence, [...] après... l'organisation sociale future, faudra qu'on discute de ça, de l'économie comment elle fonctionne, est-ce qu'il y a de la propriété privée ou est-ce qu'on peut collectiviser, est-ce qu'on peut discuter d'une économie socialisée gérée par l'ensemble de la population...* »¹. Le problème, c'est qu'il refuse ainsi de défendre clairement la rupture avec la propriété privée des moyens de production et que la question du pouvoir (politique, économique) est elle aussi renvoyée à un « après » indéfini. Car qui mettra en place les mesures d'urgences sinon le pouvoir des travailleurs eux-mêmes, en socialisant les moyens de production ? Et comment les convaincre qu'ils doivent prendre le pouvoir sinon en liant cette question à celle des « mesures d'urgence » ?

De plus, nous sommes convaincus qu'une telle autocensure est contre-productive. Car si nous n'affrontons pas à la racine l'idéologie dominante, les mesures radicales que l'on propose paraissent simplement impossibles. L'auditeur/télespectateur a naturellement intégré une bonne partie des paramètres du système capitaliste et il est tout à fait normal qu'*a priori* il les juge indépensables. Spontanément, les travailleurs se résignent à « payer la dette », à trouver inévitable qu'il faille être plus compétitifs pour garder des

emplois, qu'on ne taxe pas les capitalistes pour qu'ils continuent à investir...

On ne peut pas compter simplement sur la paupérisation des travailleurs et des jeunes, même radicalisés, pour espérer que nos mots d'ordre les attirent. Ils ont besoin qu'on leur propose un minimum de perspectives pour être convaincus qu'une autre voie est possible. Triste exemple mais assez net : l'extrême droite (et les souverainistes plus modérés comme Dupont-Aignan) propose un protectionnisme qui a sa cohérence interne et qui peut laisser croire que le FN saura « redresser la France ». Le Front de Gauche martèle aussi son paradigme keynésien, comme lorsque *L'Humanité*² titre : « *Le SMIC à 1700€ c'est possible et en plus souhaitable pour l'économie* », c'est-à-dire pour l'économie capitaliste. Ces programmes de sorties de crise sont illusoire mais ils peuvent sembler crédibles à celles et ceux qui ne voient pas d'autre horizon que le capitalisme. En parlant si peu du « comment » mettre en place nos mesures, le risque est permanent que le côté « ouvrier proche des gens » se retourne contre nous : les exploités trouvent Philippe sympathique, mais peuvent aussi s'identifier à son manque de perspective face aux journalistes et experts bourgeois.

Ne pas être clair, c'est n'avoir rien à répondre à tous les experts, journalistes et politiciens de la bourgeoisie qui affolent la population (« *Mais si vous annulez la dette, vous mettez l'économie par terre, vous ruinez les épargnants français* »³) ou snobent notre candidat ouvrier (« *Évidemment que vos taux d'imposition feraient fuir les capitaux [dixit l'expert... en*

ajoutant] vous, vous êtes peut-être expert en machines-outils »⁴). La seule répartie claire, c'est de « sortir de la question » à chaque fois que celle-ci se place dans le cadre du capitalisme. Par exemple, à l'éternel argument « *vous allez décourager les investisseurs!* », répondons : « *nous ne pouvons plus compter sur les gros investisseurs privés, nous devons les exproprier et décider démocratiquement de la production* ».

Il ne faut pas nier ou sous-estimer l'importance de ces limites politiques, mais il faut aussi se féliciter que la voix de l'anticapitalisme ne se soit pas tue face à la démagogie mélenchonienne. Face à la pression du vote utile, à la montée du réformisme et aux problèmes internes au NPA, les militants du NPA qui ont choisi de faire la campagne de Philippe Poutou ont réussi à faire entendre la voix de l'anticapitalisme. L'affirmation d'un projet de rupture avec le système était une nécessité face à la logique institutionnelle de Mélenchon. A travers les meetings, les diffusions, mais aussi les rencontres avec des travailleurs en lutte, le NPA a pu s'adresser à une large part de la population, sachant utiliser la politisation même déformée que provoquent toujours les élections. Au moment où la situation peut changer, le NPA devra être à l'avant des luttes qui ne manqueront pas d'avoir lieu dans la situation de crise qui s'aggrave. Mais nous avons également besoin de mener les discussions de fond sur le type de parti et le programme de notre parti, et nous continuerons pour notre part de nous battre pour qu'ils soient clairement révolutionnaires !

**Ernest Everhard
et Pauline Mériot**

1. Émission de France 2, *Des paroles et des actes*, 11 avril 2012.

2. *L'Humanité*, 9 avril 2012.

3. Audrey Pulvar, 25 février, dans l'émission de France 2 *On n'est pas couché*.

4. Philippe Manière, 27 février, dans l'émission de France 2 *Mots croisés*.

Bilan du CPN des 12-13 mai 2012

Combinons le combat pour l'unité dans les luttes et contre l'austérité de gauche avec la défense d'un programme clairement révolutionnaire ! (explication de vote sur la résolution politique)

N.B. : Nos amendements (rejetés) à la résolution politique soumis en plénière sont accessibles à l'adresse <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=363>

Ce CPN était l'occasion de faire le bilan de la séquence présidentielle et de mobiliser le parti dans la nouvelle situation marquée par la défaite de Sarkozy, mais aussi par l'aggravation de la crise en Europe et l'imminence de l'« austérité de gauche » en France. De fait, en l'absence de la GA, qui a osé tenir sa propre réunion nationale au même moment, les discussions politiques du premier jour ont été plus intéressantes que lors des CPN précédents (analyse des résultats, dynamique et nature du FdG, montée du FN...).

Cependant, si les dirigeants de la GA ont décidé de continuer à nuire le plus possible au parti (cf. notre explication de vote n° 2), la majorité persiste dans sa désinvolture à l'égard des questions de fond. C'est ainsi que les discussions orales n'ont pas abouti à de véritables clarifications dans la résolution politique, considérée manifestement comme peu importante.

La résolution reconnaît certes les « faiblesses » de notre campagne, « en particulier notre difficulté à lier les deux premiers points à une perspective plus générale tant autour de la question du pouvoir, de l'Europe que de la perspective transitoire »... mais aucune conclusion n'en est tirée, au-

cun réajustement de ligne n'est opéré. Au contraire, la profession de foi pour les législatives ne dit pas un mot sur la question du pouvoir et sur les moyens à utiliser pour mettre en œuvre nos revendications, ce qui rend notre programme certes sympathique, mais peu convaincant. Le CPN a rejeté sans discussion notre proposition d'utiliser la campagne des législatives pour mettre enfin au centre l'objectif du gouvernement des travailleurs qui « répudierait la dette, exproprierait les banques, le secteur de l'énergie et d'autres groupes capitalistes pour en faire des monopoles publics et relancer la production sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes ».

De plus, la résolution ne dit rien de ce qui se passe en Grèce et ne se prononce pas sur l'euro et l'UE, alors qu'il faudrait les dénoncer tout en expliquant, contre toutes les formes de nationalismes, que la seule solution est de rompre avec le capitalisme par un programme révolutionnaire, incluant évidemment la rupture avec l'UE et sa monnaie, dans la perspective d'une Europe socialiste des travailleurs.

Par ailleurs, la discussion spécifique sur le FN a une nouvelle fois été reportée malgré ses scores inquiétants.

En revanche, nous nous réjouissons d'avoir contribué à mieux définir la campagne immédiate du parti : refusant tout « état de grâce » à Hollande et toute trêve électorale, il s'agit à la fois d'œuvrer aux mobilisations immédiates et d'interpeller les organisations du mouvement ouvrier, dont les syndicats et le FdG, pour exiger l'abrogation des lois du sarkozysme que le PS prétendait combattre, la non ratification du traité européen imposant l'austérité permanente, l'unité dans la lutte contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires.

Cependant, il faut défendre aussi notre propre programme, susciter des discussions à son sujet en profitant des acquis limités, mais réels de notre campagne. Dans cette perspective, on ne peut se contenter de dire que celle-ci a permis de « développer une partie des ambiguïtés de Mélenchon », sans dresser un vrai bilan et sans clarifier la façon dont le NPA doit se prononcer sur la politique du FdG. Nous devons interpeller le FdG pour faire éclater les contradictions entre les aspirations de celles et ceux qui se tournent vers lui et l'impasse totale de son programme réformiste, de sa logique institutionnelle qui le conduira à soutenir la majorité parlementaire de Hollande et de son chauvinisme de gauche qui le fait couvrir l'impérialisme français.

Tout cela est indissociable d'une réappropriation des questions programmatiques et stratégiques par l'ensemble des camarades. Au moment où la direction de la GA s'apprête à rejoindre le FdG et où la majorité de direction se fissure après un an d'accord sans contenu, il est vital de lier la relance militante du parti à sa refondation clairement révolutionnaire.

Carton plein pour la GA... grâce à la complicité de la P1A ! (explication de vote sur la question financière)

Lorsqu'on a l'impression d'avoir déjà tout vu dans les réunions du CPN, on se trompe toujours. Ce week-end, toutes les bornes ont été franchies. D'abord parce que nous avons vu des méthodes appliquées par la bureaucratie syndicale se reproduire dans nos rangs lorsque les membres de la GA, qui n'avaient pas assisté aux débats durant tout le week-end (ils tenaient leur propre réunion en parallèle) sont arrivés seulement au moment des votes.

Plusieurs parmi eux n'étaient venus à aucune réunion du CPN depuis des mois.

Ensuite parce que la P1A a été complice de ces agissements car elle avait prévu de resoumettre au vote la question de la CN déjà tranchée par le CPN précédent et comptait sur les voix de la GA pour s'assurer une majorité. Cette CN est en elle-même une atteinte à la démocratie car, contrairement à ce que prévoient nos statuts, elle sera amenée à trancher l'orientation globale du parti, y compris le fait de savoir si le NPA doit ou non rentrer au Front de Gauche. De plus, les temps de préparation ne permettront ni un vrai débat dans le parti, ni les garanties démocratiques aux positions minoritaires (les AG électives doivent se tenir sur un seul week-end!).

Pour les dirigeants de la GA « sortiste », cette CN doit permettre de donner une audience « spectaculaire » à leur rupture avec le NPA et à terminer de convaincre la partie hésitante de leurs militants. La P1A à son tour semble espérer pouvoir retenir dans le NPA ces mêmes militants de la GA pour constituer avec eux une nouvelle majorité. Le fait de vouloir limiter l'ampleur d'une rupture n'a rien de condamnable en soi. Le problème, c'est de

savoir avec quelles méthodes et selon quelle orientation.

Or la P1A est amenée à faire des concessions énormes à la direction de la GA. Sur le plan politique, certains de ses dirigeants avancent désormais l'idée d'un front permanent avec le Front de Gauche, tout en continuant à entretenir une totale confusion sur le programme propre du NPA. Sur le plan organisationnel, outre la convocation de la CN, l'accord financier trouvé avant le CPN entre ces deux tendances est tout simplement scandaleux. Sous un chantage ouvert, la P1A a décidé d'accorder la somme de 550 000 euros à la GA, en plus d'une partie des sociétés immobilières qui possèdent les locaux du NPA.

La P1A essaye de justifier cet accord indigne en disant qu'il n'y avait pas d'autre solution si on voulait se présenter aux législatives. Or, non seulement il est faux de céder au chantage et de brader le patrimoine du parti pour des raisons électorales (on aurait même pu présenter moins de candidats), mais les autres possibilités de financement, notamment celles proposées par la P2, n'ont même pas été envisagées. Par ailleurs, alors qu'on avait lourdement insisté sur le caractère prétendument indispensable d'une CN face

à un CPN accusé d'être « illégitime », on n'a pas hésité à considérer comme « légitime » que ce même CPN livre une partie importante du patrimoine du parti, ni songé à soumettre cette question aux militants dans le cadre de cette CN.

Le résultat est que la direction de la GA, au moment même où elle décide de rejoindre un courant réformiste, a fait carton plein au CPN. Et la capitulation ne portera pas les fruits espérés, car la GA en sort renforcée et en mesure de mieux unifier ses rangs.

Ce triste épisode aura comme seul mérite celui d'avoir confirmé l'urgence d'une refondation révolutionnaire du NPA, qui lie indissociablement les questions de programme, de stratégie, mais aussi de morale. Ceci implique un bilan sérieux des ambiguïtés du projet fondateur et des insuffisances de l'intervention du parti dans la lutte de classes. Nous espérons que les camarades de la P2 qui ont, pour la plupart, combattu les capitulations de la P1A à ce CPN, tireront un bilan de leur accord de direction avec la P1A depuis un an et contribueront enfin à mener les débats en partant des questions politiques de fond.

Les délégué-e-s de la P4

Bilan du SNJ des 16-17 juin 2012 : malgré des velléités de clarification politique, peu d'avancées significatives

La rupture semble consommée entre la majorité du secteur jeune (plateforme Z) et sa minorité (plateforme X, composée principalement de militant-e-s de la GA), cette dernière n'ayant envoyé qu'un observateur. Les discussions n'ont donc pas été centrées sur les stériles et habituelles polémiques et un véritable débat de fond a pu être amorcé sur l'état du secteur jeune (et plus généralement du parti). Le renforcement du secteur jeune suite à la campagne Poutou (du moins dans les endroits où elle a été menée) montre que défendre ses couleurs face aux réformistes est une stratégie payante. L'opinion générale qui s'est dégagée est que le NPA ne doit plus hésiter et s'orienter dans une voie clairement révolutionnaire. Nous nous réjouissons d'un tel constat (même s'il arrive un peu tard), que nous défendons depuis la création du parti et que nous mettrons de nouveau en avant lors de la Conférence Nationale de Juillet et du prochain Congrès.

Néanmoins, il reste maintenant à passer de la parole aux actes et nous n'avons pour le moment constaté aucune inflexion. Nos désaccords stratégiques avec la majorité demeurent, par exemple avec son idée que l'on pourrait arracher la base militante aux directions syndicales sans les combattre frontalement ou avec sa conception du gouvernement des travailleurs comme une lointaine et abstraite perspective alors que c'est pour nous un objectif politique permettant de défendre un véritable programme de transition dans la lutte de classe. Nous sommes également en désaccord avec le refus que le secteur jeune se prononce sur des sujets qui ne se réduisent pas à la seule jeunesse. Ainsi le SNJ affirme sa solidarité avec le peuple grec, mais sans analyse de la situation sur place, de qui sont les ennemis des travailleurs grecs et comment les vaincre. De même, un bilan technique de la campagne Poutou est effectué (nombre de nouvelles intégrations, de contacts pris, etc.)

mais pas de bilan politique, au motif que c'est au CPN de discuter de ces sujets. Nous pensons au contraire que le secteur jeune ne doit pas se contenter d'être autonome dans son action, mais également dans son élaboration. Le rejet de nos amendements a entraîné notre abstention sur le texte final.

L'AG non-mixte tenue lors du SNJ a permis de discuter de l'actualité du mouvement féministe, en particulier des attaques contre les acquis des femmes (abrogation du délit de harcèlement sexuel) et de comment concevoir notre orientation féministe. Un bilan de la direction femmes des dernières Rencontres internationales des jeunes (RIJ) a montré qu'il y a eu des lacunes importantes qu'il fallait résoudre en menant des discussions politiques entre délégations et entre camarades.

**R. et R., délégué-e-s de la
plateforme Y, soutenue par
la Tendance CLAIRE**



Conférence Nationale des 7-8 juillet 2012

I. Appel à la gauche du parti pour une plateforme commune (tribune dans le TEAN du 21 juin 2012)

La crise du capitalisme provoque des mesures d'austérité terribles, des licenciements massifs, mais aussi des résistances inédites. Les luttes sont souvent menées à la défaite par les réformistes ou canalisées par les institutions. La démoralisation permet à l'extrême droite de progresser dangereusement. La situation exige un parti à la hauteur des enjeux d'une période convulsive : un parti anticapitaliste et révolutionnaire.

La conférence nationale doit permettre de commencer à sortir le NPA de sa crise. Finissons-en avec les compromis boiteux, les formules ambiguës, les accords au sommet ! Il faut une réorientation qui passe d'abord et avant tout par le refus de la dissolution du NPA dans le Front de Gauche, mais aussi de sa subordination politique par un front permanent « d'opposition »... alors que le FdG soutient Hollande ! La politique d'un bloc politique durable avec les réformistes n'a rien à voir avec un front unique, qui implique de « frapper ensemble », mais en « marchant séparément ».

C'est pourquoi en Grèce, loin de soutenir le programme antilibéral et donc impuissant de Syriza, nous sommes avec ceux qui défendent un programme révolutionnaire et se battent pour un véritable gouvernement des travailleurs auto-organisés, tout en menant une politique de front unique. Face aux contradictions entre les promesses de Syriza et son refus de rompre avec le capitalisme, nous disons qu'il n'y a pas de troisième voie entre l'austérité et la rupture révolutionnaire.

Nous devons relier inlassablement nos mots d'ordre (interdiction des licenciements, partage

des heures de travail, SMIC à 1700€, sortie du nucléaire, généralisation des énergies renouvelables, défense des droits des femmes, etc.) à l'objectif d'un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire de notre propre pouvoir, rompant avec les institutions capitalistes, basé sur l'auto-organisation généralisée. C'est la seule solution pour annuler la dette, exproprier les banques et les grands groupes capitalistes, rompre avec l'UE, planifier l'économie, ouvrant la voie vers une société véritablement socialiste.

Il faut sortir enfin de l'électoralisme, réorienter le parti en direction du monde du travail, construire l'implantation qui nous fait tant défaut, intervenir dans les luttes pour aider à leur auto-organisation et à leur convergence dans la perspective d'une grève générale. Pour cela, il est indispensable de proposer une politique de front unique et de travailler dans les syndicats de façon coordonnée pour être en capacité d'affronter les bureaucraties et leur « dialogue social ».

Il faut enfin renforcer notre internationalisme, soutenir activement les révoltes des peuples des pays arabes et d'ailleurs, s'opposer résolument aux interventions impérialistes qui se multiplient au nom de la « démocratie », en prenant position pour la défaite de notre propre impérialisme.

Il est urgent de relancer le NPA. Finissons-en une fois pour toutes avec l'ambiguïté sur le Front de Gauche et les orientations confuses. Nous nous adressons à l'ensemble de la gauche du parti pour construire une plateforme commune fondée sur l'implantation dans le monde du travail et une politique révolutionnaire indépendante du réformisme.

D. (93), L. (75), L. (75), M. (75), M. (28), V. (68), membres du CPN

II. Plateforme E

Voir pages 23 et 24.

III. Propositions concrètes pour une réorientation immédiate du parti (tribune dans le TEAN du 5 juillet 2012)

Parmi les points communs à l'ensemble des plateformes présentées lors de cette CN figure le constat de la crise qui traverse notre organisation. Mais là où les points de vue diffèrent, c'est dans la manière de la surmonter. Pour la Gauche anticapitaliste « sortiste » (plateforme G), le NPA est mort, il faut aller au Front de gauche car il aurait une dynamique militante. En fait, les camarades sont obnubilés par le succès médiatique et électoral de Mélenchon, qui lui a permis d'attirer une bonne partie des syndicalistes et des travailleurs qui luttent. Et, sur le fond, ils s'adaptent à toute vitesse aux orientations anti-libérales du FdG et leur volonté de le rejoindre s'accompagne du renoncement à défendre la moindre perspective révolutionnaire.

Pour la plateforme F (la P1A, centre de la direction, et ses alliés de la GA restante), au-delà de la promesse d'une « réflexion sur nos modes de fonctionnement », il ne faut surtout rien changer à l'orientation. Sous prétexte de « rassembler le parti », elle propose de continuer avec des formulations ambiguës sur le FdG et les élections, en refusant de mettre en avant tout programme révolutionnaire, en ne disant rien de l'internationalisme et en ne préconisant même pas les axes concrets pour l'implantation et l'intervention du parti dans les prochains mois.

Face à cela, les plateformes I (P2 et quelques autres) et H (Fraction l'Étincelle) ne présentent pas une alternative conséquente. La plateforme I se contente de deux

amendements au texte F : délimitation à l'égard du FdG et priorité aux luttes ; leur contenu va dans le bon sens, mais tout le reste du texte reste flou et la démarche même des amendements contribue à semer la confusion au lieu de changer réellement l'orientation. La plateforme H présente une résolution correcte parce qu'elle dit, mais très insuffisante car négligeant la défense d'un programme de transition révolutionnaire et l'internationalisme.

En faisant des propositions concrètes sur des aspects essentiels pour une réorientation radicale, nous ne faisons pas la « politique du pire », comme nous en accuse pourtant la direction de la P2. Nous récusons cet « argument » d'intimidation qui est analogue à celui du « vote utile » dans les élections bourgeoises. S'il y a des divergences substantielles, il est logique et sain qu'elles s'expriment et se soumettent au vote des camarades. Ce n'est pas cela qui menace l'unité du parti, contrairement à ce qu'affirme la direction dans une logique d'appareil. La CN de l'an dernier le prouve : on peut très bien présenter des plateformes différentes au vote, puis se rassembler pour mener ensemble les campagnes décidées... en espérant qu'elles ne seront pas cette fois qu'électorales !

C'est pourquoi, tout en allant jusqu'au bout de notre démarche pour une réorientation radicale, mais constatant qu'elle est minoritaire après le vote des AG, nous proposons concrètement que, au cours même de cette CN, se rassemblent toutes et tous les camarades qui se retrouvent dans les trois points suivants :

- indépendance politique totale par rapport au FdG, contre tout « front politique durable » ;
- priorité à l'implantation dans le monde du travail et aux luttes, contre l'électorisme, pour de vraies décisions de construction et de vraies campagnes, à commencer par les licenciements ;

– prise d'initiatives du NPA dans la lutte des classes, avec appel à l'auto-organisation, à la convergence des luttes, propositions aux directions syndicales et aux réformistes pour l'unité dans les luttes (front unique), mais sans jamais se subordonner à leur ligne et à leurs rythmes.

Sans suffire à réorienter le parti, ce serait un pas en avant important pour nous engager dans la bonne voie.

Plateforme E

IV. Campagnes électorales de 2012 : un bilan pour réorienter radicalement le NPA (contribution au BI)

Il est important de tirer un bilan des campagnes électorales, même et surtout si l'on combat l'électorisme qui a fait tant de mal à notre parti depuis sa fondation. Pour les révolutionnaires, les élections offrent une tribune qui permet d'adresser nos idées à un plus grand nombre de gens que d'habitude, et ainsi de contribuer à faire progresser la conscience des exploité-e-s. Ce n'est évidemment pas notre terrain privilégié, qui doit être celui des luttes. En effet, les élections ont comme principale fonction pour la bourgeoisie de gommer tous les antagonismes entre les classes.

Dans ce contexte, *le NPA est parvenu à travers Philippe Poutou à faire entendre la voix de l'anticapitalisme et de l'internationalisme*. Le message qui consiste à dire que la politique ne doit pas être réservée à des professionnels est parvenu à passer. Philippe Poutou était non seulement un représentant de la classe ouvrière, mais surtout il incarnait le combat victorieux de l'usine de Ford Blanquefort. La défiance à l'égard du PS a été affichée, pendant que le FdG refusait de s'engager à s'opposer au gouvernement Hollande — et pour cause. De plus, cette campagne, la seule à exiger notamment la sortie du nucléaire en 10 ans,

a démontré que notre programme anticapitaliste est bien plus écologiste que celui de tous les réformistes réunis. Enfin, la campagne a contribué à faire connaître le NPA, à le rendre « sympathique » et elle a créé une petite vague d'adhésions. Les gens gagnés à cette occasion sont souvent assez radicaux puisqu'ils nous ont préféré au Front de gauche malgré la dynamique de celui-ci et sa grande exposition médiatique.

Néanmoins, on doit se demander pourquoi 40% de celles et ceux qui avaient voté Besancenot en 2007 se sont reportés sur Mélenchon, alors qu'il y a un an celui-ci était balbutiant. Il y a bien sûr des facteurs objectifs qui expliquent le relatif échec de nos campagnes, comme le poids des défaites, le désarroi aggravé par la crise, l'apparent « réalisme » du « vote utile », la force relative de l'appareil du PCF et de la CGT... Mais cela ne doit pas faire oublier la faiblesse de la politique actuelle du NPA. Du point de vue de la construction du parti, *le principal problème est que la direction du parti (P1A et P2) a maintenu le flou sur notre identité politique, faute d'un projet anticapitaliste clair*.

C'est d'autant plus préoccupant qu'un petit nombre de camarades ont pris toutes les décisions, réunis dans la « coordination de campagne » (dont la direction avait osé, au CPN de septembre, interdire l'accès aux camarades de la P4 alors que nous faisions la campagne). En revanche, lors des CPN successifs durant la campagne, la direction a refusé de discuter sérieusement du contenu de celle-ci, de décider des réorientations pour corriger les erreurs, et les résolutions votées au CPN, du reste très insuffisantes, n'ont jamais vraiment cadré les interventions de notre candidat et notre matériel de campagne.

La principale conséquence de toute cette confusion, c'est que le NPA n'a pas su se démarquer du FdG réformiste. Tout au long de la campagne, la direction a refusé de

souligner nos différences, de montrer à une échelle de masse que la « révolution citoyenne par les urnes » est une impasse parce qu'elle respecte sagement le cadre capitaliste. Le NPA est apparu comme se contentant souvent de reprendre les thèmes du FdG pour se positionner « plus à gauche ». Au lieu de cette lutte pour le mot d'ordre le plus radical ou le candidat le plus proche du peuple, il nous aurait fallu populariser clairement ce qu'est l'anticapitalisme, montrer que le capitalisme ne peut pas être « humanisé », par exemple :

- ne pas dénoncer seulement « la finance », mais le système lui-même, la logique du profit qui est en contradiction avec nos vies et avec l'environnement ;
- non pas voter pour que « le gouvernement » taxe les capitalistes, mais lutter pour les exproprier ;
- ne pas seulement socialiser les banques, mais tous les grands groupes du CAC 40 ;
- ne pas se contenter d'être les « anti », mais mettre en avant systématiquement l'objectif du gouvernement des travailleurs et notre projet de société : le socialisme auto-organisé, une société égalitaire permettant l'épanouissement de toutes et tous...

Non seulement le discours du NPA a manqué de cette clarté révolutionnaire, mais il a parfois glissé dans des positions inacceptables, comme lorsque Philippe s'est retrouvé adire (France info, 17/01/12) que nous ne combattons pas les délocalisations, que nous ne sommes « pas du tout » pour la sortie de l'euro... Mélenchon explique que les « investisseurs n'ont pas à avoir peur » de son programme et que ses mesures sont bonnes pour l'économie, qu'il propose de relancer avec des mesures keynésiennes. Nous, nous devons expliquer que la lutte des classes est bien réelle et qu'il faut choisir son camp. Le NPA sera d'autant plus à l'aise et convaincant qu'il cessera de se contenter

de mettre en avant des « mesures d'urgence », pour renouer avec la logique d'un programme de transition partant des revendications immédiates des travailleurs telles qu'elles apparaissent dans la lutte de classe pour les relier à la nécessité de la rupture avec le système et ses institutions, de la conquête du pouvoir par notre classe.

Le NPA a raison de prôner partout les luttes, l'indignation, la résistance. Mais *les luttes sans perspectives, surtout après tant de défaites, ne peuvent pas suffire à construire une dynamique politique*. Se contenter d'un programme minimum incompatible avec le capitalisme, sans avancer les objectifs et les moyens révolutionnaires, c'est apparaître comme utopistes au lieu d'assumer un programme cohérent.

L'échec cuisant de l'extrême gauche aux législatives (résultat le plus bas depuis la Ve République) est un témoin de plus de la crise que nous vivons. Il nous faut plus que jamais reprendre nos discussions à zéro et comprendre que le pari du « parti qui ne tranche pas » n'est pas gagnant, même pas dans les élections. Ce résultat montre aussi qu'il aurait fallu refuser le chantage de la GA, trouver de l'argent par nos propres moyens, quitte à présenter moins de candidats, mais en se donnant les moyens de faire de véritables campagnes.

En face, le Front National progresse en proposant ses explications de la crise et ses solutions, puantes et réactionnaires, mais qui donnent aux victimes de la crise l'impression qu'elles sont crédibles. Dans son combat contre le FN, le Front de Gauche a lui aussi un discours qui semble plausible, car réformiste et institutionnel, mais il y a un énorme risque qu'il déçoive ensuite gravement les travailleurs qu'il a mobilisés et les renvoie vers l'extrême droite. Cela rend d'autant plus urgent de construire un parti prêt à réagir dans une crise révolutionnaire et qui arrive ici et maintenant à regrouper les

militant-e-s les plus conscient-e-s de notre classe.

Avec une stratégie révolutionnaire plus claire, nous aurions sans doute eu de meilleurs échos parmi celles et ceux qui ont lutté ces dernières années et nous aurions pu gagner bien plus de militant-e-s. Il ne s'agit pas de dire que la propagande de la révolution et du communisme est une recette miracle, sinon LO avec sa campagne atemporelle aurait connu un énorme succès. Il s'agit de défendre un programme de transition concret pour amener les plus révoltés à la conscience anticapitaliste, en ayant une perspective à leur proposer. Et, au lieu de surestimer les élections, il faut prendre la décision de s'implanter centralement dans le monde du travail et la jeunesse pour construire solidement le parti, intervenir de façon efficace dans les luttes réelles et savoir enfin y prendre des initiatives.

C'est pourquoi nous avons initié, avec d'autres camarades qui ont voté P4 ou P2 au congrès, la *plateforme E « pour une politique révolutionnaire indépendante du réformisme et donnant la priorité aux luttes »*.

**L., L., M. (élu-e-s
P4/Tendance CLAIRE au
CPN)**

V. Bilan de la CN

La CN n'a pas résolu la crise du parti. Les débats ont été bâclés, réduits en bonne partie à la question du FdG, alors que la situation politique et de nombreuses contributions exigeaient qu'on discute des moyens de relancer le NPA, de son orientation en général, de son fonctionnement et de la façon d'aborder la rentrée.

La GA part certes au FdG, mais la direction mise en place l'an dernier pour la présidentielle a explosé. La majorité de cette direction (plateforme F), qui a recueilli 39,7% des voix pour l'élection des délégués, n'a obtenu lors

de la CN qu'une majorité artificielle de 8 voix (sur 216 exprimées), due au jeu du vote « non contradictoire » qui a permis à des délégués GA, voire I, de voter pour la plateforme F en plus de la leur. La F, qui prétendait rassembler le parti, n'a même pas essayé de trouver un accord avec les camarades de la I, qui avaient pourtant dirigé le parti avec elle depuis un an et dont la plateforme ne consistait qu'en deux amendements à la sienne. Son but était de reprendre le contrôle de la direction qu'elle avait dû partager avec sa gauche. Elle a mis un coup de barre à droite pour s'allier avec les membres restants de la GA sur l'objectif d'un front politique avec le FdG sous prétexte d'une « opposition de gauche » à Hollande. C'est donc reparti pour une tentative d'alliance avec les réformistes, malgré l'impasse de 2009-2011, au lieu de construire le NPA par en bas.

Les camarades de la I n'ont pas su rompre à temps et engager le combat contre cette ligne opportuniste. Avant la CN, au lieu d'une vraie plateforme alternative, que nous proposons à toute la gauche du parti, ils ont poursuivi leur dé-

marche habituelle de compromis sur la base d'un texte flou, jusqu'à ce que la direction leur refuse deux ultimes amendements (clarification partielle sur le FdG et priorité aux luttes). Or ces amendements ne suffisaient pas à faire une orientation et cette démarche a non seulement entraîné la séparation de la Fraction Étincelle (plateforme H), mais aussi cautionné la restriction des débats à la question du FdG, entravant les discussions de fond, y compris sur la façon d'intervenir dans les luttes. Finalement, leur texte de rassemblement minimal à la CN, bien qu'il maintienne l'objectif faux d'une « opposition de gauche », s'est heurté au refus de la F.

Néanmoins, les camarades de la I ont maintenu le contenu de leurs deux amendements et, face à l'arrogance de la F, élaboré avec la H un projet de déclaration qui affirme une totale indépendance à l'égard du FdG, fixe l'objectif de s'implanter dans les lieux de travail, propose une campagne contre les licenciements et des mots d'ordre justes. Nous avons annoncé que, tout en défendant notre plateforme E, nous poursui-

vions inlassablement notre combat pour rassembler la gauche du parti autour d'éléments d'orientation. Nous avons donc proposé des amendements à ce texte, notamment l'exigence de réquisition sous contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient et la convergence de nos mots d'ordre sur la nécessité d'un gouvernement des travailleurs. Ces amendements ont été acceptés : bien que le texte final I-H-E ne soit ni assez clair sur le programme, ni assez concret pour les luttes, nous l'avons voté car c'est un important pas en avant. Il a obtenu 89 voix, 38,8%. Il faut maintenant que toutes celles et ceux qui approuvent cette orientation la mettent en œuvre, ensemble.

La direction a imposé cette CN pour préparer le congrès en position de force ; ses résultats indiquent clairement à toute la gauche du parti ce qui lui reste à faire. Les discussions de fond doivent s'ouvrir enfin sur le bilan du NPA, le programme et la stratégie.

**Les délégués de la
Plateforme E**

Cette brochure reproduit des articles parus dans *Au CLAIR de la lutte* n°9 à 12.

Comité de rédaction d'*Au CLAIR de la lutte* (numéro ISSN 2101-6135) : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Pour une politique révolutionnaire indépendante du réformisme et donnant la priorité aux luttes

La conférence nationale doit permettre de commencer à sortir le NPA de sa crise. Finissons-en avec les compromis boiteux, les formules ambiguës, les accords au sommet ! Beaucoup de camarades sont écœurés par ces méthodes et le manque de radicalité du parti. Nous souhaitons rassembler celles et ceux qui veulent un NPA révolutionnaire et démocratique. Nous proposons une plateforme fondée sur quatre axes : l'indépendance totale à l'égard du Front de gauche ; la défense d'un véritable programme de transition qui ouvre sur notre projet de société socialiste ; un tournant vers l'implantation dans le monde du travail et la priorité aux luttes ; l'internationalisme.

La crise capitaliste provoque des mesures d'austérité terribles et des licenciements massifs. En Europe, l'économie stagne : la seule solution des capitalistes pour que leur accumulation de profits redémarre serait de « purger » le capital excédentaire par des faillites et des licenciements gigantesques. Cela a pu être en partie évité jusqu'à présent parce que les États sont massivement intervenus au secours des capitalistes en faisant payer les travailleurs. La crise de la dette empêche toute relance par les dépenses publiques : les gouvernements n'ont pas d'autre choix que d'aggraver l'austérité à un niveau sans précédent. De ce point de vue, la Grèce est l'avenir de l'Europe. Avec la « Troïka » (FMI, UE, BCE), les classes dirigeantes européennes, dominées par la bourgeoisie allemande, imposent au peuple grec une destruction de ses conditions de vie pour tenter d'éviter le défaut de paiement et la sortie de l'euro. Mais d'ores et déjà la spirale de la crise et de nouvelles menaces pour l'euro s'étendent : Espagne, Portugal, Italie, Irlande...

Cependant, cela entraîne aussi des résistances inédites. Partout dans le monde, en réaction aux attaques capitalistes, la lutte de classe s'est intensifiée depuis le début de la crise (Guadeloupe, pays arabes, Europe, États-Unis...). Si la résistance sociale est insuffisante à ce stade pour permettre l'arrêt des plans d'austérité, elle a constitué un frein à leur mise en œuvre. En Grèce, elle a provoqué une crise politique majeure et la victoire de la droite aux élections du 17 juin fait planer la menace d'une application à marche forcée des plans européens et d'une répression importante des mobilisations.

Les luttes sont souvent menées à la défaite par les réformistes et les directions syndicales au nom du « dialogue social » qui les associe à la mise en œuvre des contre-réformes et des restructurations. Ces défaites aggravent la démoralisation et le désarroi des classes exploitées, permettant à l'extrême droite de progresser dangereusement en désignant les étrangers comme les coupables. La colère et la peur sont également canalisées dans le cadre des institutions, notamment par la voie électorale, qui entraîne des illusions envers la « gauche ».

En France, les travailleurs et les travailleuses, les jeunes, celles et ceux d'en bas ont délogé Sarkozy pour en finir avec une politique brutale et cynique. Sans croire que Hollande puisse « changer la vie », on pense que ça va être « moins pire ». En réalité, au-delà du « style » et de quelques mesures très limitées pour amadouer les gens, **le « président normal » prépare un dur plan d'austérité, cautionne les licenciements et mènera une politique au service des capitalistes** en profitant de sa majorité absolue au Parlement et en y associant les directions syndicales et

en étant soutenu par le Front de gauche (FdG).

1 - Pour l'indépendance à l'égard du Front de Gauche

L'indispensable réorientation passe d'abord et avant tout par le **refus de la dissolution du NPA dans le FdG, mais aussi de sa subordination politique par un front permanent « d'opposition »**. En effet, le FdG soutient Hollande, nous avons des divergences programmatiques insurmontables (internationalisme, nucléaire...) et nous défendons deux projets de société radicalement différents : socialiste révolutionnaire pour nous, l'« humain » dans le cadre capitaliste pour eux ! Un « bloc politique » durable avec les réformistes n'a rien à voir avec un front unique, qui implique de « frapper ensemble », mais en « marchant séparément ».

De même, en Grèce, loin de soutenir le programme antilibéral et donc impuissant de Syriza, nous sommes avec ceux qui défendent un programme révolutionnaire et se battent pour un gouvernement des travailleurs, tout en menant une politique de front unique. **Les contradictions entre les promesses de Syriza et son refus de rompre avec le système montrent qu'il n'y a pas de troisième voie entre l'austérité et la révolution.**

2 - Pour un véritable programme de transition vers la société socialiste

Pour **faire vivre un programme révolutionnaire crédible, un véritable programme de transition**, nous devons relier inlassablement nos mots d'ordre (interdiction des licenciements, partage des heures de travail, augmentation des salaires de 300€, SMIC à 1700€ et indexation sur les prix, sortie du nucléaire, généralisation des énergies renouvelables, défense des droits des femmes, égalité des travailleurs français et étrangers, etc.) à **l'objectif d'un gouvernement des travailleurs**, c'est-à-dire de notre propre pouvoir. Ce gouvernement des exploités et des opprimés romprait avec les institutions capitalistes et serait basé sur l'auto-organisation généralisée avec des délégués mandatés, révocables et élus pour une durée limitée. Seul un tel gouvernement pourrait annuler la dette, exproprier les banques et les grands groupes capitalistes, rompre avec l'UE, planifier collectivement l'économie, ouvrant la voie vers une société véritablement socialiste, fondée sur l'égalité réelle, permettant l'épanouissement de toutes et tous.

3 - Pour l'implantation dans le monde du travail et la priorité aux luttes

Pour sortir de l'impasse électoraliste, il faut réorienter le parti en direction du monde du travail. Seuls les travailleurs et les travailleuses ont la capacité de frapper les capitalistes au portefeuille par la grève et de bloquer le pays : pour y contribuer politiquement, nous devons **nous construire en priorité dans les secteurs stratégiques du prolétariat dans le privé comme dans le secteur public**. Pendant la lutte contre la réforme des retraites, le NPA a souffert de son absence dans les principaux bastions de la grève (raffineries, ports, transports...). Il est urgent de s'implanter dans les entreprises, d'éditer des bulletins pour défendre nos idées et nouer des liens avec les salariés.

Aujourd'hui, **la lutte contre les dizaines de milliers licenciements annoncés est une priorité**. Nous y intervenons de façon volontariste, même de l'extérieur. Nous mettons en avant la nécessité de garder les emplois et tentons de convaincre que la lutte pour les indemnités de départ n'est pas une solution, puisque les personnes licenciées ne pourront pour la plupart pas retrouver de travail et tomberont dans la misère après avoir mangé leurs indemnités. Nous mettons en avant nos propositions transitoires : interdiction des licenciements, partage des heures de travail sans perte de salaire, contrôle ouvrier sur la production et la gestion, nationalisation des entreprises menacées de fermeture...

Nous intervenons dans les luttes en aidant à leur auto-organisation. Cela passe par des assemblées générales démocratiques, des comités de lutte et de grève, intégrant les syndiqués et les non syndiqués, associant les organisations qui soutiennent la lutte. Dès qu'une lutte se développe, nous nous battons pour son soutien large et son extension afin d'éviter l'isolement, dans l'objectif de la convergence des luttes.

Pour mobiliser massivement, nous proposons systématiquement une politique de front unique des organisations sur la base des revendications. Cela ne doit jamais nous empêcher de combattre les bureaucraties syndicales qui trahissent les luttes et collaborent avec le patronat. L'un des principaux enjeux pour Hollande est de parvenir à travailler main dans la main avec les syndicats au nom du « dialogue social ». Il est essentiel d'intervenir dans les syndicats de façon coordonnée pour nous les réapproprier et combattre les bureaucrates qui les paralysent.

Nous intervenons également dans la jeunesse, dans le mouvement féministe, dans les luttes écologistes et dans les quartiers populaires, en donnant là aussi la priorité aux mobilisations réelles et en y défendant notre programme anticapitaliste et notre projet de société.

Le NPA doit enfin être à la pointe du combat politique contre le gouvernement sans attendre le premier grand plan d'austérité. L'enjeu est double : briser les illusions de celles et ceux qui ont voté Hollande en espérant se débarrasser de la politique de Sarkozy et combattre la duplicité du Front de gauche à l'égard du gouvernement. En ce sens, nous interpellons le FdG, les syndicats, toutes les organisations du mouvement ouvrier afin de mettre sur pied un grand front unique pour l'abrogation immédiate des lois du sarkozysme et la non ratification des deux

traités européens (TSCG et MES), non pas en demandant un référendum qui détourne de la lutte, mais par la mobilisation.

4 - Pour une orientation et une activité résolument internationalistes

Nous soutenons partout dans le monde les luttes des travailleurs et des jeunes contre les gouvernements capitalistes, comme les luttes ouvrières et populaires en Grèce, les mobilisations dans les colonies françaises, celles des étudiants au Québec ou au Chili, les grèves ouvrières en Chine, les soulèvements des peuples contre les dictateurs comme en Syrie... Avec la crise et le « printemps arabe », les interventions impérialistes se multiplient au nom de la « démocratie ». En fait, les grandes puissances cherchent partout à maintenir leurs intérêts. Chaque victoire impérialiste est une défaite pour l'ensemble des travailleurs car elle renforce les bourgeoisies les plus puissantes. Contre l'unité nationale, contre le matraquage médiatique, **nous sommes toujours opposés aux interventions impérialistes, pour la défaite de notre propre impérialisme**. Nous combattons également les dirigeants de l'opposition qui cherchent à maintenir les soulèvements dans le cadre du régime et les complices locaux des impérialistes qui tentent de les canaliser pour recoloniser les peuples.

A. (Lot-et-Garonne), C. (Meuse, CNE), C. (CAD 78), D. (93, CPN), F. (75), F. (Reims), F. (Indre), G. (Meuse), G. (Indre), G. (Meuse), J.M. (Meuse), L. (75, CPN), L. (75, CPN), M. (Chartres, CPN), M. (75, CPN), M. (Cher, CPN), M. (Gard), P. (Alpes-Maritimes), R. (75, SNJ), S. (secrétariat 75, GTE), V. (Mulhouse, CPN), V. (Saint-Ouen)

Post-scriptum après le CPN du 24 juin

Ce texte était d'abord une proposition provisoire de plateforme commune pour les camarades qui veulent un NPA révolutionnaire. Malheureusement, les camarades qui dirigent la P2 ne nous ont apporté aucune réponse et n'ont même pas voulu en discuter ! Ils ont préféré encore une fois chercher jusqu'au bout un nouvel accord au sommet avec la direction de la P1A, se contentant d'amender le texte de celle-ci (la plateforme F). Cela revient à empêcher le développement des discussions politiques au moment même où l'on prétend redonner la parole à la base. Finalement, la direction de la P1A, tout en prétendant faire l'unité autour d'elle, a refusé certaines des propositions de la P2, préférant entretenir le flou sur le Front de gauche et le rapport aux élections afin d'obtenir un accord avec les camarades de la GA qui veulent rester au NPA. Les camarades de la P2 ont donc maintenu deux amendements au texte de la P1A, qui constituent à eux seuls leur plateforme (plateforme I). Cela ne suffit évidemment en aucun cas pour constituer une alternative permettant de sortir le NPA de sa crise.

Par ailleurs, les camarades de la Fraction l'Étincelle, parties prenantes de la P2 jusqu'à présent, ont eux aussi décliné nos propositions de discussion en vue d'une plateforme commune. Nous approuvons largement ce qui est indiqué dans leur plateforme (H) sur le Front de gauche et la nécessité de s'implanter dans la classe ouvrière, mais là aussi cela ne suffit absolument pas à définir une orientation globale du NPA pour la prochaine période, puisqu'elle ne propose aucune perspective en termes de programme, de projet de société et d'internationalisme.

C'est pourquoi nous appelons toutes et tous les camarades à voter pour la plateforme E, présentée par des camarades qui ont voté P4 ou P2 au congrès, pour une orientation globale réellement alternative à celle de la direction.

Daniela, Ludivine, Ludovic, Marie, Vincent (CPN)